



# Assemblée générale

Soixante-deuxième session

**19<sup>e</sup>** séance plénière

Vendredi 5 octobre 2007, à 15 heures  
New York

*Documents officiels*

*Président :* M. Kerim ..... (ex-République yougoslave de Macédoine)

*En l'absence du Président, M<sup>me</sup> Ataeva (Turkménistan), Vice-Présidente, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 15 h 5.*

## **Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération en faveur de la paix**

### **Point 49 de l'ordre du jour (suite)**

#### **Culture de paix**

##### **Rapports du Secrétaire général** (A/62/97 et A/62/337)

##### **La Présidente par intérim (parle en anglais) :**

Avant de donner la parole au premier orateur, je voudrais rappeler aux Membres qu'il reste 34 orateurs inscrits sur la liste. Afin de pouvoir écouter les orateurs restants cet après-midi, je prie instamment ceux-ci de prononcer des déclarations aussi concises que possible.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, Chef de la délégation de l'État du Qatar.

**M. Al-Nasser (Qatar) (parle en arabe) :** Je voudrais, tout d'abord, féliciter le Président de son élection à la présidence de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale et lui souhaiter plein succès dans sa mission. Je voudrais aussi saluer la

convocation de cet important dialogue, qui permet de ranimer les buts et les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce dialogue est aussi une réponse aux appels lancés par les chefs d'État et de gouvernement qui, lors de la clôture du Sommet mondial de 2005, ont insisté sur l'importance du respect et de la compréhension de la diversité religieuse et culturelle et la valeur du dialogue sur la coopération entre les religions.

Je voudrais enfin saisir cette occasion pour exprimer mes sincères remerciements aux auteurs principaux de la résolution 61/221, à savoir le Pakistan et les Philippines, ainsi qu'aux autres auteurs pour leurs efforts inlassables. C'est grâce à ces efforts qu'a pris forme l'idée de convoquer cet important dialogue au cours de la présente session de l'Assemblée, afin de promouvoir la compréhension, la tolérance et l'amitié entre les peuples de différentes religions, de différentes cultures et de différentes langues.

Si toutes les religions et toutes les cultures partagent un ensemble de valeurs communes, le fanatisme et les conflits religieux et ethniques se multiplient et menacent de plus en plus les bonnes relations entre les États. L'État du Qatar a été l'un des premiers pays à souligner, dans de nombreuses instances régionales et internationales, l'importance d'attirer l'attention à tous les niveaux sur la nécessité de renforcer les relations entre les peuples de

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



différentes origines ethniques et religieuses. L'État du Qatar a même soumis à la communauté internationale des propositions sur la manière d'aborder la question des chocs religieux et culturels entre les nations.

À cet égard, je voudrais rappeler l'une des grandes propositions faites par S. A. le cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, l'Émir de l'État du Qatar, lors de la table ronde organisée, en septembre 2000, par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en marge du Sommet du Millénaire. Ces propositions suggéraient des moyens de renforcer les relations entre les groupes humains à trois niveaux. Le premier niveau prévoit un mécanisme purement scientifique, rassemblant des experts en histoire, en sciences politiques et en sociologie, dans le but de mettre en lumière les causes profondes des conflits entre les peuples et entre les cultures. Le deuxième niveau s'adresse aux leaders d'opinion dans les différents domaines des médias, afin de trouver le meilleur moyen de mettre en exergue l'impact des préjugés et des stéréotypes que les médias peuvent parfois véhiculer sur les différents groupes culturels. Le troisième niveau vise les dirigeants politiques et gouvernementaux qui appartiennent à des groupes culturels différents, dans la mesure où ils sont les mieux à même de désamorcer les tensions et de faire baisser les risques d'explosion.

Dans ses efforts pour encourager le dialogue entre l'islam, le christianisme et le judaïsme, l'État du Qatar ne s'est pas contenté de lancer des initiatives. Il a aussi commencé à transformer en actions concrètes ses initiatives et ses appels en faveur du dialogue entre les religions et de la compréhension mutuelle. L'État du Qatar est fermement convaincu qu'il faut accorder la plus grande importance au principe du dialogue œcuménique entre les trois religions monothéistes, afin de jeter des bases solides permettant d'édifier un monde de paix et de concorde.

Cette conviction profonde a été la force motrice qui a conduit la direction avisée de l'État du Qatar, en la personne de S. A. le cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, à accueillir dans la ville de Doha une série de conférences interconfessionnelles internationales, qui sont d'ailleurs devenues une manifestation annuelle sur laquelle nous comptons pour approfondir le dialogue et la communication. Cette série s'est ouverte avec la première conférence sur le dialogue interreligieux, organisée à Doha en avril 2003. La dernière en date, la cinquième conférence, s'est déroulée en mai 2007. Ces conférences ont abouti à une initiative importante, à

savoir la création à Doha d'un Centre international du dialogue interreligieux, qui, à son tour, a mis sur pied un comité consultatif international ayant pour tâche de guider les travaux du Centre en vue de rapprocher les trois religions monothéistes.

L'État du Qatar est persuadé que le dialogue interreligieux aura un impact positif sur le dialogue entre les peuples et les civilisations. C'est pourquoi notre pays a répondu positivement à l'initiative de l'ancien Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, pour une Alliance des civilisations. L'État du Qatar a contribué aux travaux du Groupe de haut niveau sur l'Alliance, créée par M. Annan en 2005, avec la participation de S. A. Sheikha Mozah bint Nasser al-Missned, l'épouse de notre Émir. Le Groupe, composé d'éminents dirigeants issus des cinq groupes régionaux, a été chargé de lancer une série d'initiatives dans les domaines de l'éducation, de la jeunesse et des médias, afin de réaliser le noble but de l'Alliance : rapprocher les peuples et les cultures pour renforcer la paix et la stabilité dans un monde lassé du fléau de la guerre et des conflits religieux et idéologiques.

L'État du Qatar continuera d'appuyer les efforts entrepris aux échelons national, régional et international pour promouvoir le dialogue et l'entente entre les religions, les cultures et les peuples.

Je voudrais conclure mon intervention en rappelant les mots de S. A. l'Émir de l'État du Qatar lors de la séance d'ouverture de la troisième Conférence sur le dialogue interreligieux, tenue en 2005, au cours de laquelle il avait souligné que

« la poursuite du dialogue permettrait de convaincre un plus grand nombre de personnes que le dialogue est plus efficace que les querelles, et qu'il est plus utile de communiquer que de garder sa distance. Le dialogue est désormais une nécessité pressante pour éliminer les fardeaux d'hier et reconnaître les erreurs d'aujourd'hui ».

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M<sup>me</sup> Mona Juul, Chef de la délégation de la Norvège.

**M<sup>me</sup> Juul** (Norvège) (*parle en anglais*) : Jamais encore, la question de l'identité religieuse et culturelle n'avait reçu autant d'attention, et n'avait occupé une place si centrale dans les relations internationales. La religion et la culture définissent l'homme et la femme, et influencent nos interactions et nos relations. Notre droit à choisir librement notre religion ou croyance est

clairement énoncé dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Pourtant, la coexistence entre les différentes religions et cultures représente parfois un défi pour les sociétés et les nations du monde entier.

On a toujours fait appel à l'identité religieuse et culturelle pour définir les différentes parties d'un conflit. Ces dernières années, nous avons vu comment les religions ont été utilisées pour fomenter et intensifier plusieurs conflits, violents ou non. Mais dans la plupart des cas, les conflits sont de véritables luttes de pouvoir sur des questions politiques plutôt que des disputes fondées sur des différences religieuses.

Les religions et les cultures peuvent cependant jouer un rôle bien différent. Les autorités religieuses et culturelles se sont dressées contre les guerres et le recours à la violence. Les autorités religieuses et culturelles, ainsi que les organisations non gouvernementales, peuvent jouer un rôle important dans le renforcement de la tolérance et dans la promotion du respect de la diversité religieuse et culturelle. Elles peuvent contribuer de manière substantielle à la paix et à la justice. Dans la plupart des sociétés laïques, on observe souvent une tendance à sous-estimer ce potentiel. Aussi est-il encourageant que les gouvernements nationaux et l'ONU, par le biais de réunions de haut niveau comme celle-ci, cherchent à intégrer ces communautés pour mieux comprendre et gérer le rôle de la religion et de la culture dans la politique nationale et internationale. Il nous faut disposer d'enceintes internationales comme celle-ci, dans lesquelles les dirigeants religieux, culturels et politiques peuvent se réunir et échanger leurs points de vue.

La Norvège croit au potentiel qu'offre le dialogue entre les religions et les cultures. Par le dialogue, nous pouvons améliorer l'entente mutuelle et le respect de la liberté de religion et de conviction, ainsi que la diversité culturelle. Le dialogue peut avoir une grande influence. Il porte en lui la possibilité de trouver un terrain d'entente, et de défier la domination des extrêmes.

En recevant le prix de la Path to Peace Foundation, Sheikha Haya Rashed Al-Khalifa a dit :

« La promotion d'un véritable dialogue entre les civilisations et les religions est peut-être l'instrument politique le plus important dont nous disposons pour dépasser les frontières et construire des ponts de paix et d'espoir. »

C'est pour la même raison que la Norvège lance, appuie et encourage des projets tournant autour du dialogue dans plusieurs pays. Grâce à ces projets, nous travaillons en étroite collaboration avec les autorités religieuses, en Norvège et ailleurs dans le monde.

En outre, nous avons créé, au sein de notre Ministère des affaires étrangères, une structure dans laquelle des autorités religieuses, des intellectuels et des diplomates se rencontrent pour aborder des questions importantes liées à la religion et à la politique étrangère. Cette enceinte est très précieuse pour le Ministère, les communautés religieuses, les organisations non gouvernementales et pour les instituts de recherche.

Bien que le dialogue constitue la voie la plus importante pour parvenir à plus de tolérance, de respect de la diversité et de compréhension mutuelle, c'est une voie qui est rarement sans embûches. Le dialogue peut aussi constituer un défi pour les décideurs et les chefs religieux. Le respect, l'acceptation et l'appréciation des cultures, des traditions et des religions doivent être mutuels pour qu'il y ait dialogue. Sans un respect fondamental des différences et une reconnaissance de la dignité humaine des autres, aucun dialogue véritable n'est possible. En réalité, cela signifie que nous devons être prêts à parler et écouter. Il nous faut reconnaître que notre interlocuteur a des idées, des convictions, des valeurs et des capacités qui peuvent nous amener à reconsidérer notre point de vue.

Le respect fondamental de la diversité est en fait une condition préalable au dialogue. Et bien sûr, un respect accru des différences peut aussi découler du dialogue. Il importe de souligner que le respect de la diversité religieuse et culturelle ne doit pas être compris comme l'acceptation inconditionnelle de tous les aspects de la religion et de la culture. Parfois, on use et on abuse des valeurs religieuses et culturelles; elles peuvent servir des intérêts louables ou mauvais. Souvent, il faut repérer les éléments d'un processus de dialogue qui peuvent entraver la promotion de la tolérance, de l'entente et du respect universel. Il est nécessaire de trouver un équilibre entre les points de vue de chacun, dans une démarche ouverte et parfois critique vis-à-vis des questions liées à la culture et à la religion. Cet exercice est souvent exaltant, et trouver le bon équilibre continuera d'être essentiel pour instaurer le dialogue.

Nombreux sont ceux qui, dans leurs propos, donnent l'impression qu'il existe un conflit en cours

entre les mondes dits musulman et occidental. Nous ne pensons pas qu'un tel conflit existe; nous ne pensons pas non plus que ces termes soient les bons pour les nommer. Le débat s'est polarisé et est trop souvent dominé par des éléments extrémistes. Cette approche nous empêche d'engager des discussions fécondes, rendant ainsi le terrain d'entente plus difficile encore à trouver. Un dialogue constructif doit obligatoirement intégrer les personnes et les communautés de différents secteurs de la société.

Il ne faut pas non plus oublier que le dialogue prend du temps. Construire les connaissances et la confiance nécessaires pour adopter un nouveau point de vue et influencer celui de notre interlocuteur prend du temps. Le facteur temps n'est pas toujours compatible avec les exigences de la politique nationale et internationale, qui exige des résultats rapides et durables. Aussi la patience et la détermination sont-elles indispensables.

Bien que le dialogue, utilisé comme action politique face aux menaces faites à la démocratie, à la paix et à la stabilité, entraîne des dilemmes et constitue un défi pour les décideurs, la coopération et le dialogue interconfessionnels et interculturels entre les communautés du monde sont absolument indispensables si nous voulons apaiser les conflits, construire la paix et veiller au respect des droits de l'homme fondamentaux. Il importe que l'ONU, en tant que représentante de la communauté internationale, continue de promouvoir le dialogue entre les religions et les cultures en tant que mécanisme politique important pour améliorer la compréhension mutuelle et le respect de la liberté de religion ou de conviction et la diversité culturelle.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Jorge Skinner-Klée, Chef de la délégation du Guatemala.

**M. Skinner-Klée** (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Je voudrais féliciter ceux qui ont pris l'initiative d'organiser ce Dialogue de haut niveau, car les sujets que nous abordons sont indéniablement actuels. Personne ne doit oublier les inestimables contributions que les religions ont apportées aux civilisations et à l'identité même des personnes qui en font partie. Cela nous pousse à reconnaître qu'il est nécessaire d'accepter la diversité culturelle patente qui caractérise le monde d'aujourd'hui, source inépuisable d'enrichissement collectif et fécond pour les sociétés contemporaines.

Il est essentiel de promouvoir la tolérance et le dialogue au sein de chaque civilisation pour favoriser le respect, la coexistence pacifique et la coopération entre les personnes et entre les peuples, préservant ainsi la diversité de croyances, de cultures et de langues. Nous, tous les Membres de l'ONU et de la famille humaine, acceptons le défi de lutter pour la paix et des relations amicales entre les États, ce qui exige de promouvoir le respect des libertés fondamentales, dont la liberté de conscience, pour laquelle la tolérance est une condition essentielle. À son tour, la tolérance est une condition préalable au respect du droit d'autrui, et sans respect, il n'y a pas de possibilité d'harmonie ni d'entente.

Je suis originaire d'un pays multiethnique, pluriculturel et multilingue; et précisément, dans ce contexte pluriculturel, la liberté de culte existe, si bien que le tissu social présente de multiples facettes. Ainsi, des chrétiens, des juifs et des musulmans cohabitent avec une communauté autochtone étendue, très riche et très variée. Bien que cette dernière ait été marginalisée, dépouillée et opprimée pendant cinq siècles, sa vision maya du cosmos est revalorisée dans le contexte de la société contemporaine, ce qui a permis d'atténuer les frictions et les inégalités sociales, de favoriser la compréhension mutuelle et de prévenir le racisme et la discrimination.

Tout ceci a fait que, dans le cadre des accords de paix qui ont mis fin à une guerre fratricide de plus de 40 ans, un accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones a été conclu. Ces accords ont été conclus après des années de dialogue et d'entente mutuelle. En ce sens, nous voudrions également exprimer notre reconnaissance aux femmes pour leur vertu et leur persévérance millénaire. Elles ont permis la survie des cultures; elles ont protégé et transmis les biens et les valeurs du patrimoine culturel tangible et intangible des peuples, et assuré l'éducation des nouvelles générations.

Le Guatemala ne conçoit pas la tolérance comme une forme d'institutionnalisation des inégalités et des hiérarchies, ni comme une manière de favoriser l'immobilisme des personnes et de perpétuer la marginalisation et la discrimination, qui ignorent l'identité intrinsèque de la personne humaine. Nous encourageons une tolérance qui favorise un véritable dialogue, qui ouvre nos esprits à la connaissance de l'autre, qui nous familiarise avec les valeurs, les coutumes et la religion de chaque culture, un dialogue qui soit une expérience active d'apprentissage et qui débouche sur une entente mutuelle. Le dialogue est

possible entre les individus et les pays, s'il est fondé sur l'égalité; il est possible entre les cultures et les religions, s'il est fondé sur l'honnêteté, l'équité et, surtout, le respect.

Nous sommes convaincus que l'ignorance engendre les pires formes d'intolérance. Dans un environnement mondialisé et cosmopolite, les migrations, par exemple, qu'elles soient motivées par des raisons économiques ou par des conflits, ont davantage mis en lumière la nécessité de nous connaître et de promouvoir la tolérance, les valeurs universelles et la compréhension mutuelle pour parvenir à une coexistence pacifique et utile, avec la participation des hommes et des femmes sur un pied d'égalité.

C'est pourquoi nous rendons hommage à cette Organisation, car elle a donné à toute la famille humaine des instruments qui aident à promouvoir les valeurs universelles énoncées tant dans la Charte des Nations Unies elle-même que dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ou la Déclaration universelle sur la diversité culturelle. Cette dernière affirme même que le dialogue interculturel est le « meilleur gage de la paix », ainsi que la valeur « inséparable du respect de la dignité de la personne ».

Le Guatemala a participé activement au programme « Vers une Culture la Paix » de l'UNESCO, et nous appuyons toutes les initiatives telles que l'initiative promue par la Turquie et l'Espagne concernant l'Alliance des civilisations et les activités du Forum tripartite consacré à la coopération œcuménique pour la paix. Avec l'élévation de la diversité culturelle au rang de patrimoine commun de l'humanité, les sociétés modernes multiculturelles ont fait un grand pas en avant, puisqu'elles reconnaissent que ce patrimoine est un trésor vivant et renouvelable et qu'il constitue donc un processus qui garantit la survie même de l'humanité.

Il est impossible de présenter en quelques minutes les formules en mesure de régler les problèmes historiques qui dérivent de l'exclusion, des préjugés, du racisme, de la xénophobie, du fanatisme et de l'intolérance. Cependant, savoir que la communauté internationale dispose d'instruments qui font autorité pour énoncer les règles fondamentales de la coexistence humaine nous donne beaucoup d'espoir.

C'est le moment de l'action; il faut faire reculer l'ignorance de l'autre et réduire les tensions sociales, afin de renforcer la cohésion et la solidarité internationales. C'est pourquoi il faut également mettre

un terme aux trafics qui se cachent derrière les guerres et les conflits armés et lutter réellement contre la pauvreté, la famine, la malnutrition et l'ignorance, le racisme et l'intolérance envers les immigrants, les minorités ethniques, culturelles et religieuses, et les préjugés et stéréotypes fondés sur la religion ou la culture, qui sont les vrais déclencheurs des conflits. En même temps, nous devons proclamer que la violence ne sera jamais la réponse à ces problèmes.

Le mahatma Gandhi a dit :

« Je m'oppose à la violence parce que lorsqu'elle semble produire le bien, le bien qui en résulte n'est que transitoire, tandis que le mal produit est permanent. »

Ainsi, il y a à peine trois jours, devant cette Assemblée, nous avons célébré l'anniversaire de la naissance de l'humaniste universelle, le mahatma Gandhi, dont l'héritage de non-violence est toujours aussi pertinent aujourd'hui qu'il était hier. C'est pourquoi nous avons célébré très à propos la Journée internationale de la non-violence. Sans risque de nous tromper, nous pensons que chacun des 365 jours de l'année devrait être consacré à l'élimination de la violence dans nos vies et nos pensées, car si nous ne sommes pas capables de créer des sociétés qui se concertent, favorisent le respect de la diversité culturelle et coopèrent entre elles pour se développer et apprendre à vivre en paix, les conflits, la guerre et l'injustice ne cesseront de gagner du terrain.

**M. Sahel** (Maroc) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord féliciter M. Kerim pour son élection à la présidence de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale; nous espérons que ses efforts seront couronnés de succès.

Je voudrais également adresser mes sincères remerciements à Cheikha Haya Rashed Al-Khalifa, qui a organisé plusieurs réunions sur la coopération et la compréhension interreligieuses et interculturelles.

Le dialogue de haut niveau d'aujourd'hui se tient sur un fond d'intolérance et de violence ethniques et doctrinales permanentes. C'est pourquoi des initiatives telles que notre réunion d'aujourd'hui sont importantes pour débattre des meilleures possibilités de coopération qui peuvent le mieux favoriser la compréhension et le rapprochement entre les religions et les cultures et déraciner toutes les formes de haine et d'extrémisme.

À cette occasion, nous nous félicitons vivement des efforts énergiques déployés par l'ONU pour

renforcer les fondements de ce dialogue. Nous nous félicitons également du rapport final du Groupe de haut niveau de l'Alliance des civilisations, dans lequel figurent d'importantes recommandations visant à favoriser et à concrétiser le dialogue entre les cultures et les religions.

Nous voudrions également exprimer notre gratitude pour la nomination de M. Jorge Sampaio au poste de Haut Représentant du Secrétaire général pour l'Alliance des civilisations et chef du Groupe d'amis de l'Alliance des civilisations; il sera ainsi en mesure de doter cette initiative des mécanismes nécessaires pour donner effet aux recommandations du Groupe de haut niveau. En tant que membre du Groupe, le Royaume du Maroc ne ménagera aucun effort pour contribuer au succès de sa mission. Le Royaume du Maroc place la question du dialogue entre les cultures et les religions au niveau des options stratégiques. Nous pensons qu'il est urgent de faire preuve d'une plus grande ouverture, qui garantira la coexistence des religions et des cultures, la stabilité et la paix entre les États.

Fort de cette conviction et sur les instructions de S. M. le Roi Mohamed VI, le Maroc a pris un certain nombre d'initiatives judicieuses et audacieuses. Rappelons ici, par exemple, le premier Congrès des imams et rabbins, qui s'est tenu à Bruxelles en 2005. Une deuxième conférence du même type a eu lieu à Séville en 2006 sous la présidence honoraire de S. M. le Roi Mohamed VI et du Roi Juan Carlos d'Espagne. Elle a porté sur le rôle important du dialogue entre les religions comme moyen de combattre la violence et la marginalisation et sur le rôle des religieux dans le rapprochement des peuples.

Outre qu'il soutient des initiatives de cette nature et qu'il s'efforce d'encourager un dialogue sérieux entre les religions et les cultures, le Maroc, au dernier Sommet arabe à Khartoum, a suggéré de rédiger un projet de charte internationale qui préciserait les règles à respecter quand il est fait mention des lieux saints et des croyances de tous les peuples.

Dans les leçons religieuses qu'il a données tout au long du ramadan, S. M. le Roi Mohamed VI a traité de sujets directement liés à la promotion de la tolérance et du respect mutuel au sein de l'islam et entre l'islam et les autres religions. Le Maroc estime que le dialogue entre les religions et les cultures est un des principaux piliers des relations entre les États, qu'il devrait se poursuivre en dehors des moments où les circonstances l'exigent et s'inscrire dans un processus continu fondé

sur le respect des droits de l'homme, en particulier le droit à la liberté et à la dignité, et le droit de ne pas faire l'objet d'une discrimination fondée sur la race, la religion, la culture et l'appartenance à une nation.

Pour atteindre cet objectif, nous devons faire des efforts délibérés et continus afin de dépasser les intérêts particuliers et d'enrichir nos connaissances et notre expérience communes. La connaissance d'autrui et des autres cultures est le seul moyen de vaincre la haine et la malveillance. Elle nous permettra d'instaurer une paix durable et donnera à tous les membres de la communauté internationale la possibilité de vivre dans la paix, la tranquillité et la dignité.

Nous pensons que la diversité des activités et des réunions religieuses et culturelles entre nations contribuent énormément à faire prendre conscience aux niveaux national et international de l'importance du dialogue entre les religions et de son rôle crucial dans l'instauration de la paix. Promouvoir la compréhension entre les religions et les cultures dans les programmes d'études permettra à notre avis de corriger l'image négative qu'on se fait d'autrui pour y substituer une culture de tolérance et d'ouverture. Le dialogue entre les religions et les cultures est lié à la nécessité de défendre des principes cruciaux comme notre aspiration à la liberté, à la dignité et au développement. L'affirmation de notre diversité spirituelle et culturelle dans le cadre d'un dialogue ne compense pas la coopération et l'engagement, mais elle nous aidera à atteindre les objectifs souhaités.

Pour terminer, le Maroc souligne qu'il faut coordonner toutes les initiatives prises au sein du système des Nations Unies, qui contribuent au dialogue entre les religions afin de progresser plus rapidement dans ce domaine. Il faudrait appuyer la proposition concrète de créer au sein du Secrétariat une unité spécialisée chargée de la question.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Alisher Vohidov, Président de la délégation ouzbèke.

**M. Vohidov** (Ouzbékistan) (*parle en russe*) : Je voudrais tout d'abord remercier les organisateurs de la réunion d'aujourd'hui et ceux qui en ont pris l'initiative. Il convient de noter tout particulièrement la grande contribution des délégations pakistanaise et philippine et de les remercier de leurs efforts.

Les réalités d'aujourd'hui montrent clairement qu'il est de plus en plus urgent de faire davantage

d'efforts au niveau international pour renforcer le dialogue entre les cultures et les religions, que l'on peut aujourd'hui considérer comme une des questions clés de l'ordre du jour international. Le renforcement de ce dialogue présente de plus en plus d'intérêt pour garantir la stabilité et le développement dans le monde contemporain.

Dans ces conditions, le rôle de l'ONU est plus que jamais important pour encourager la tolérance, la compréhension mutuelle et la diversité culturelle. Nous apprécions donc au plus haut point le Dialogue de haut niveau auquel nous prenons part actuellement sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix.

L'Ouzbékistan est un État multiethnique où vivent côte à côte 136 peuples et groupes ethniques. Une telle diversité ethnique et culturelle est pour nous une richesse nationale, une source d'interaction et d'enrichissement mutuel pour les personnes de culture et de religion différentes qui vivent dans notre pays. Cela tient à ce que différentes cultures et religions se mêlent depuis des siècles sur le territoire de l'Ouzbékistan.

Le territoire actuel de l'Ouzbékistan sert depuis des siècles de pont entre l'Orient et l'Occident. Située sur la Route de la soie, notre terre ancienne était connue pour être un important carrefour où se rencontraient différentes civilisations et cultures dont les échanges ont apporté une contribution inestimable au développement de l'humanité tout entière.

Sur notre terre ancienne, nous préservons avec soin, outre les lieux saints de l'Islam, les monuments uniques en leur genre de la culture bouddhiste dans la vallée de Sourkhandarya, les monuments historiques juifs de Samarkand et de Boukhara, les monuments extrêmement anciens de la culture zoroastrienne à Khorezm et les lieux de pèlerinage des musulmans, des chrétiens et des juifs à Samarkand et à Boukhara.

Les traditions de tolérance, de bonté et de respect des autres cultures et religions ont servi de base à la politique nationale adoptée dans les années qui ont suivi l'indépendance. Ces principes ont été consacrés dans la Constitution de la République, où il est souligné que tous les citoyens jouissent des mêmes droits et libertés, sont égaux devant la loi sans distinction de sexe, de race, d'appartenance ethnique, de langue, de religion, d'origine ou de condition sociale.

Dès les premiers jours de l'indépendance du pays, le Président de l'Ouzbékistan, Islam Karimov, a fait du renforcement de l'entente entre les religions et les cultures une des priorités de la politique gouvernementale. Grâce à cette approche, la société ouzbèke est aujourd'hui un digne exemple de pluralisme culturel et de tolérance.

En 1992, sur l'initiative du Chef de l'État, a été créé le Centre culturel interethnique républicain, qui apporte une aide précieuse sous de multiples formes à plus de 140 centres culturels représentant les différents groupes ethniques qui vivent aujourd'hui en Ouzbékistan. Le Centre fait tout ce qui est en son pouvoir pour les aider à préserver et enrichir les traditions, les coutumes et la langue de chaque ethnie représentée. Les représentants des différentes nationalités vivant en Ouzbékistan contribuent au renforcement de l'indépendance de notre État et à l'établissement d'une société démocratique. Ils disposent de tous les moyens pour développer leur langue maternelle, leur culture, leur théâtre, leur artisanat, leurs us et coutumes.

Comme vous le savez, le dialogue interculturel revêt non seulement une dimension nationale, mais aussi une dimension religieuse. À cet égard, le renforcement du consensus interreligieux joue un rôle clef dans nos efforts communs visant à établir une harmonie entre les différentes religions et à développer les cultures du monde. Dans ce contexte, je tiens à souligner que, depuis les premiers jours de son indépendance, l'Ouzbékistan considère la religion comme un élément formateur de la vision spirituelle de l'individu fondée sur les principes de moralité et du riche héritage spirituel et moral du peuple. À l'heure actuelle, alors que l'humanité traverse un processus complexe de transition, la religion a une signification importante dans le rapprochement moral et spirituel entre les différents peuples, dans leur lutte commune contre le mal et la violence.

Pour le moment, 16 confessions religieuses sont établies en Ouzbékistan, et on compte plus de 2 000 associations religieuses, dont des associations musulmanes, chrétiennes, juives, bouddhistes et d'autres encore. On a créé au sein du Comité pour les affaires religieuses du Gouvernement ouzbek, un conseil pour les questions de confession qui a pour mission d'assurer une interaction avec les organisations religieuses, de leur apporter son concours pour l'organisation de leurs activités, afin d'élaborer conjointement des mesures visant à renforcer la paix et

l'entente interreligieuses et interethniques. Au sein de ce Conseil sont représentés les dirigeants de l'association musulmane d'Ouzbékistan, du diocèse de Tachkent et de l'Asie centrale de l'Église orthodoxe russe, de l'Église catholique romaine, de l'association d'églises baptistes évangéliques, du centre des églises de l'Évangile complet, de l'Église évangélique luthérienne et de l'association juive de Tachkent.

Dès son indépendance, le Coran, le livre des hadiths d'Al-Boukhârî, la Bible, 16 livres de l'Ancien Testament et l'intégralité du Nouveau Testament, l'histoire des apôtres et d'autres livres religieux ont été directement traduits en ouzbek. À la fin 2004, le Conseil musulman d'Ouzbékistan et la société des aveugles de l'Ouzbékistan ont publié une version du Coran en braille. Je tiens à signaler que l'Ouzbékistan est le troisième État au monde à entreprendre cette noble tâche.

Je profite de l'occasion pour que, compte tenu des réalisations de l'Ouzbékistan en matière de culture et de science musulmane, de conservation des monuments et de l'enrichissement de l'héritage islamique, l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO) a déclaré Tachkent capitale de la culture islamique 2007. L'organisation de conférences internationales à Tachkent en 2007 intitulées « l'islam et la tolérance – l'exemple de l'Ouzbékistan » et « la contribution de l'Ouzbékistan au développement de la civilisation islamique » constitue encore un exemple de premier plan de l'attention soutenue que l'Ouzbékistan ne cesse d'accorder à la promotion de la coopération interculturelle et interreligieuse.

Ce n'est un secret pour personne qu'une tendance croissante à l'intolérance interreligieuse et interculturelle s'installe dans différentes parties du monde. Ces tendances sont capables de faire échec au processus de renforcement de la compréhension entre les peuples et les représentants des différentes confessions et de créer de graves précédents d'escalade dans l'affrontement interreligieux et les discours extrémistes. À cet égard, il faut de plus en plus renforcer les efforts internationaux et réagir de manière conjointe et coordonnée à ces appels pressants en matière de dialogue interculturel et interreligieux. De nouvelles mesures efficaces sont nécessaires pour maintenir un climat de tolérance dans les relations entre les peuples, les religions et les cultures sur la base de l'égalité et du respect mutuel.

Pour sa part, la République d'Ouzbékistan condamne fermement toute manifestation d'intolérance religieuse ou ethnique, de terrorisme et d'extrémisme ainsi que les tentatives d'utiliser la religion pour les justifier. Nous n'épargnons aucun effort sur les plans national, régional et international pour renforcer l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Liu Zhenmin, Président de la délégation chinoise.

**M. Liu Zhenmin** (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine appuie le Dialogue de haut niveau sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix qui se tient pendant la présente session de l'Assemblée générale sous l'impulsion des délégations pakistanaise et philippine.

La diversité religieuse et culturelle est une valeur essentielle de la société et un moteur important pour la créativité et le progrès humains. Le processus de mondialisation, qui ne cesse de se développer, a réduit encore plus les distances entre les différentes religions et cultures. Dans le monde actuel, les différentes religions et cultures nous ouvrent de grandes possibilités d'apprendre les uns des autres, mais elles connaissent aussi des conflits sans précédent entre elles. L'évolution de l'histoire a montré que la différence est le motif et le point de départ du dialogue; l'égalité est une condition préalable et sert de base aux échanges; un dialogue et un échange candides et pragmatiques peuvent contribuer à nos efforts de maintien de la paix et de promotion du développement.

Le Gouvernement chinois a toujours soutenu le concept d'harmonie dans la diversité. Nous encourageons le dialogue sur un pied d'égalité et sommes opposés à l'extrémisme et à l'imposition de convictions et valeurs aux autres, ainsi qu'à la discrimination, au préjugé et à la xénophobie fondés sur l'appartenance religieuse, ethnique ou autre. Dans la situation internationale actuelle, ce dialogue sur le thème de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures est très pertinent et important. La promotion du dialogue et de la coopération entre les religions et les cultures conduit à un accroissement de la compréhension mutuelle et de la coexistence pacifique des peuples dans le monde et bénéficie à la diversité mondiale et au progrès commun de l'humanité.

L'évolution et le développement de la civilisation chinoise au cours des 5 000 dernières années ont

prouvé que la religion et la culture peuvent jouer un rôle positif dans le développement harmonieux. L'ouverture de la culture chinoise et ses capacités d'acceptation ont permis aux différentes religions et cultures de s'établir en Chine. Du taoïsme local au bouddhisme, à l'islam, au christianisme et au catholicisme – des religions venues d'ailleurs – toutes les grandes religions du monde peuvent coexister pacifiquement et se développer fortement en Chine. Tout en se développant, ces cinq religions ont enrichi la culture chinoise. « L'harmonie est le bien le plus précieux; l'amour doit être universel », tels sont les concepts traditionnels de la culture chinoise. La Chine estime que si les différentes religions et culture évitent l'autosatisfaction, la subjectivité et le préjugé et pratiquent plutôt la tolérance et la compréhension mutuelles, il est alors possible d'éviter l'affrontement et le conflit à caractère religieux.

Le Gouvernement chinois respecte la liberté de religion et poursuit une politique d'indépendance en ce qui concerne la gestion des affaires religieuses. Sur la base de statistiques incomplètes, la Chine compte plus de 100 millions de fidèles, près de 85 000 sites religieux, 300 000 ecclésiastiques, plus de 3 000 groupes religieux et 74 écoles religieuses pour la formation des ecclésiastiques.

La Chine appuie activement la participation de sa communauté religieuse à la coopération et aux échanges internationaux, comme moyen de renforcer la compréhension mutuelle et de promouvoir le développement commun. En juin dernier, le Gouvernement chinois a accueilli à Nanjing le troisième Dialogue Asie-Europe entre les religions. La Déclaration de Nanjing sur le dialogue interconfessionnel, adoptée à cette occasion, a soumis des propositions afin de promouvoir le dialogue entre les confessions. Cette Déclaration a été distribuée en tant que document officiel de la présente session de l'Assemblée générale.

Afin d'œuvrer à la coexistence pacifique des différentes religions et cultures, la communauté internationale devrait fonder son action sur les trois domaines suivants :

Premièrement, adopter une démarche axée sur l'« harmonie dans la diversité » pour traiter des affaires internationales. L'« harmonie dans la diversité », cela signifie être harmonieux, mais pas homogènes; différents, mais pas hostiles. Cette démarche nous aidera non seulement à préserver des relations amicales

avec nos voisins et à régler les conflits, mais également à faciliter le dialogue religieux et culturel dans le cadre de notre effort commun pour maintenir la paix et la sécurité.

Deuxièmement, renforcer l'éducation et la sensibilisation du public. Le respect des religions et des cultures différentes devrait faire partie des manuels scolaires. Il devrait y avoir une coopération et des échanges culturels dans le domaine de l'éducation, et on devrait s'efforcer de prôner l'égalité et la tolérance religieuses et culturelles, le respect mutuel et la coexistence pacifique.

Troisièmement, solliciter l'aide des médias. Les médias ont une responsabilité particulière pour ce qui est de promouvoir la tolérance, la paix, l'équité et l'harmonie. Nous devrions les encourager à jouer un rôle positif en diffusant les valeurs de paix communes à toutes les cultures et religions et en promouvant l'harmonie, la compréhension et le respect mutuels.

Les actes sont plus éloquentes que tous les discours. Engager le dialogue entre les religions et les cultures et coopérer sont devenus des nécessités reconnues universellement par la communauté internationale. Nous avons été témoins de diverses initiatives et mécanismes dans le cadre de l'ONU. Nous espérons que ces initiatives et ces mécanismes se complèteront et formeront une synergie afin de tirer parti du forum que représente l'ONU, où tous les groupes, cultures et religions sont représentés, en vue de jeter une passerelle de communication et de coopération pour promouvoir le développement commun de la société humaine et pour construire un monde harmonieux.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S. E. M<sup>me</sup> Kisti Lintonen, Présidente de la délégation finlandaise.

**M<sup>me</sup> Lintonen** (Finlande) (*parle en anglais*) : La Finlande s'associe pleinement à la déclaration que le Portugal a prononcée au nom de l'Union européenne.

Comme l'ont déjà fait remarquer d'autres orateurs au cours de ce débat instructif, les appels au dialogue devant les divisions entre les civilisations, les cultures, les ethnies et les religions ont été nombreux ces dernières années. La religion est redevenue une source d'identité importante en même temps qu'une force politique. C'est une évolution qu'on constate partout dans le monde, la mondialisation ayant fait

perdre de leur sens aux frontières nationales pour ce qui est de la culture et de la religion.

L'action politique se fondant de plus en plus sur l'identité religieuse, il est clair que les activités et le discours religieux deviennent rapidement des cadres importants pour négocier toutes sortes de questions sociales. Par conséquent, les débats sur la religion, y compris les conflits publics sur les questions religieuses, reflètent souvent une réalité extérieure à la religion. Par exemple, de nombreuses polémiques récentes relatives à des questions religieuses mettant en cause des immigrés ne peuvent pas être comprises si la situation sociale de ces populations n'est pas prise en compte.

Le dialogue axé sur la religion est toujours utile, mais il n'élimine pas les fléaux de la réalité sociale tels que le chômage, les sentiments d'exclusion et de marginalisation. Les problèmes sociaux ne peuvent pas être réglés par des débats; il faut des actes. L'exclusion et la répression ne mènent jamais à des solutions durables telles que la tolérance, la diversité et le respect mutuel. Au contraire, l'exclusion et la répression poussent ceux dont la voix est étouffée à affirmer sans compromis une identité distincte ou à avoir recours à la violence.

On voit donc mieux que certaines des difficultés auxquelles nous nous heurtons pour édifier des sociétés multiculturelles et multireligieuses ne sont pas liées aux divergences religieuses en tant que telles. Elles sont plutôt le reflet des problèmes sociaux qui poussent de petits groupes à chercher à établir un fondement idéologique et à obtenir un appui à leur cause politique. Nous ne devons pas laisser ces vues extrêmes éclipser celles de la majorité.

On ne saurait trop insister sur le rôle que peuvent jouer les communautés religieuses pour désamorcer les conflits. Les fidèles doivent débattre du respect des convictions religieuses et de la liberté d'expression au sein de leurs propres communautés, et poursuivre le dialogue avec les autres communautés religieuses afin de développer une compréhension commune de la tolérance religieuse. Cette situation exige que chacun mène une réflexion sur soi-même et s'adapte aux nouvelles circonstances : citoyens, gouvernements et autres acteurs, y compris les organisations religieuses et les médias.

Nous devons dépasser le soupçon et la méfiance grâce au respect mutuel, et nous affranchir des préjugés afin de reconnaître les valeurs communes de sainteté,

d'humanité et de pacifisme présentes dans toutes les traditions culturelles et religieuses.

Nous devons lutter contre l'usage abusif de l'identité et des sentiments religieux pour encourager les divisions ethniques et politiques. Les rencontres exemptes de motivations et de programmes politiques entre les représentants authentiques des communautés religieuses ont montré que les discours spirituels pouvaient venir à bout des souvenirs et des préjugés historiques et politiques amers.

Nous sommes tous encouragés par les nombreux processus et initiatives à l'échelon local, régional et international qui encouragent le dialogue et la compréhension entre les cultures et les religions. Cette évolution positive impose toutefois une coordination.

Depuis 2006, l'initiative Alliance des civilisations a placé le dialogue entre les cultures et les religions dans le contexte multilatéral et l'a inscrit au programme de l'ONU. L'Alliance a l'énorme avantage de réunir de nombreux éléments émanant d'autres initiatives et processus dans ce domaine. Nous voudrions insister sur la nécessité de prendre des mesures concrètes et de mettre en œuvre le Plan d'action. Nous avons tous besoin d'intensifier nos efforts en matière d'éducation, de jeunesse, de sexes spécifiques, de migrations et de médias.

La Finlande considère que l'Alliance des civilisations est une instance essentielle pour le développement et la mise en œuvre des mesures afin de prévenir les divisions émanant des populations, religions, cultures et civilisations différentes, tâche qui semble devenir de plus en plus importante dans le monde, y compris en Europe.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Mohammed Al-Allaf, Président de la délégation jordanienne.

**M. Al-Allaf** (Jordanie) (*parle en arabe*) : La Jordanie se félicite du Dialogue de haut niveau sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix. Nous remercions le Pakistan et les Philippines de leur initiative, qui représente un début prometteur et jette les bases d'un dialogue intellectuel entre les cultures et les religions.

La communauté internationale est à un tournant : soit nous devons nous résigner à la tension mondiale et accepter les conséquences des conflits et des litiges, soit il nous faut lancer un appel à la raison et au bon sens en jetant les bases d'une dialogue positif et

constructif qui mette l'accent sur les dénominateurs communs des diverses cultures et religions, en les mettant au service de l'humanité.

Depuis quelques années, on observe un déclin de la gauche dans de nombreux pays, ce qui va de pair avec la prolifération d'une certaine tendance politique à considérer l'islam comme un adversaire. L'islam n'est en aucun cas un adversaire. La tendance politique qui consiste à mobiliser les médias et les cultures afin de promouvoir cette opinion est tout simplement irréaliste et désespérée, et elle ne reflète aucunement la tolérance prônée par les religions monothéistes et les civilisations du monde. Nous sommes en droit de nous interroger sur les intentions et les objectifs cachés de ces écoles de pensée.

Actuellement, plus de 20 institutions universitaires prestigieuses organisent des manifestations qui, pour être très éloignées les unes des autres au plan géographique, ont toutefois en commun de traiter du fascisme islamique. Il ne s'agit pas simplement d'une approche spontanée, candide, apolitique et non idéologique, mais d'une démarche organisée, systématique et délibérée qui vise à établir un lien imaginaire entre l'islam et la violence. Nous aimerions donc voir le présent Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix se transformer en une possibilité historique, pour les peuples, non seulement d'améliorer la communication et la compréhension, mais aussi d'éviter le piège des tensions, des conflits et de la guerre.

Les tensions, les conflits, l'étroitesse d'esprit, la discrimination et les préjugés qui prévalent dans le monde d'aujourd'hui nous donnent à penser que le dialogue que nous voulons mener à ce stade doit être fondé sur les principes du respect mutuel, de l'égalité et du rejet du terrorisme, de l'extrémisme, du fascisme et du fanatisme sous toutes leurs formes. Nous voulons un dialogue qui soit à même d'équilibrer et de concilier les traditions ancestrales et la modernité. La Jordanie souhaite envoyer le message que le dialogue et la coexistence sont les seuls moyens de surmonter les tensions actuelles, qui découlent de la diversité des cultures et des religions, de façon à ce que nous puissions tous vivre harmonieusement dans un climat de paix, de sécurité et de stabilité.

Le Royaume hachémite de Jordanie croit en l'importance de la raison et, par l'intermédiaire de son gouvernement, il a élaboré un message, connu sous le

nom de Message d'Amman, en faveur du dialogue et de la communication aux niveaux national, régional et international. Ce message donne à voir le véritable visage de l'islam, vecteur de nobles principes et valeurs humanistes; il vise à défendre l'islam contre les pourfendeurs ignorants et partiaux qui l'associent au terrorisme et à la violence et l'accusent de fanatisme et de préjugés. Le message est d'autant plus important qu'il prévoit une série de mesures pratiques, convenues entre les dignitaires religieux des pays musulmans et les chefs spirituels des diverses sectes islamiques, pour lutter contre la pensée extrémiste et l'idéologie *takfiri*, au titre de laquelle certains musulmans en accusent d'autres de mécréance; qu'il vise à éliminer la violence; et qu'il promeut la tolérance et l'acceptation d'autrui en identifiant clairement ceux qui sont autorisés à édicter des *fatwa* islamiques. Il contribuera à dissiper les tensions politiques, religieuses et intellectuelles et à mobiliser l'opinion publique locale et internationale autour de la tolérance, qui est l'un des traits de l'islam, en favorisant la perception de ce dernier comme partenaire et non adversaire.

De plus, les Gouvernements jordanien et espagnol ont signé la déclaration d'Amman du 24 avril 2006. Dans ce cadre, un groupe de travail composé d'éminents représentants de la société civile a été mis en place afin de définir les moyens de promouvoir en pratique le respect et l'entente entre l'Occident et le monde arabo-musulman. Dans le contexte euro-méditerranéen, un institut pour le dialogue entre les cultures a été créé pour démontrer que le dialogue entre partenaires recèle des possibilités sans limite.

La Jordanie estime que l'ONU reste le forum idéal pour débattre de ces questions. Les Nations Unies nous rassemblent, au-delà de nos différences. La Jordanie se réjouit donc de l'initiative de l'Alliance des civilisations et de la tenue prochaine de sa première réunion annuelle, à Madrid, les 15 et 16 janvier 2008. Cette réunion sera l'occasion rêvée pour un échange de vues entre société civile, milieux universitaires et secteur privé, et elle permettra l'adoption de mesures concrètes pour promouvoir le dialogue entre les membres de l'Alliance.

Les civilisations modernes se trouvent donc dans une situation déplorable d'isolement par rapport au monde, et les unes par rapport aux autres. Pourtant, c'est grâce à la coopération, l'échange et la communication sur tous les fronts – technologique, scientifique, artistique, littéraire – que le monde a connu ses plus grands succès. Il nous faut donc

travailler ensemble à contrer cette accélération destructrice des conflits et à bâtir au contraire un monde d'espoir et de confiance dans l'avenir.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S. E. M. Henry MacDonald, chef de la délégation du Suriname.

**M. MacDonald** (Suriname) (*parle en anglais*) : Je salue l'initiative d'organiser ce Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix afin de promouvoir les valeurs d'entente et de tolérance mutuelles.

À cet égard, j'ai le privilège de présenter le Suriname comme un modèle de collaboration interreligieuse et interculturelle réussie. L'Assemblée générale doit tout d'abord savoir que la société surinamaïse est multiethnique, multiculturelle, multilingue et multireligieuse. La population du Suriname comprend une dizaine de grands groupes ethniques et au moins autant de types mixtes résultant de son passé colonial. Notre composition ethnique est très diverse, du fait qu'elle est constituée de descendants de populations des quatre coins du monde, parmi lesquelles les Amérindiens autochtones; les Européens; les Marrons et Créoles africains; les Asiatiques d'Inde, de Java et de Chine; les peuples du Moyen-Orient, dont les Libanais, les Syriens et les Juifs; ainsi que d'autres groupes. En outre, nous pratiquons différentes religions : le christianisme, l'hindouisme, l'islam, le bouddhisme, le baha'i et le chamanisme.

Par conséquent, on parle différentes langues dans la société surinamaïse, ce qui contribue aussi à notre culture riche et colorée, laquelle s'exprime à travers des traditions folkloriques et culturelles nombreuses et variées, telles que rituels et cérémonies, arts et artisanat, musique et spectacles, danses culturelles et surtout une cuisine diversifiée. C'est cette diversité haute en couleurs des cultures et des formes d'expression culturelle, ainsi que les rapports harmonieux entre les différents groupes, qui marquent les visiteurs étrangers lors de leurs séjours dans notre pays.

Il est extraordinaire de voir combien chaque groupe accepte et apprécie les expressions culturelles des autres groupes. Ce qui est frappant est que tous ces groupes ethniques qui diffèrent par leur appartenance et leurs traditions culturelles coexistent et coopèrent pacifiquement. Ceci se traduit dans la représentation politique au sein du Gouvernement. Grandir dans une telle société apprend à respecter les valeurs et les

traditions de différents groupes qui coexistent et cohabitent dans la paix et l'harmonie.

Ceci ne veut pas dire que tout soit parfait. Nous avons nos différends. Toutefois, la constitution du Suriname garantit que « nul ne peut faire l'objet d'une discrimination fondée sur la naissance, le sexe, la race, la langue, la religion, l'éducation, l'opinion politique, la fortune ou toute autre situation » et que « chacun a droit à la liberté de religion et de philosophie de vie ».

Le Gouvernement respecte ces droits dans la pratique et cherche à les protéger à tous les niveaux. Il ne tolère pas qu'ils soient bafoués de quelque manière que ce soit, pas plus par des acteurs publics que par des acteurs privés. Ainsi, il n'impose pas de critères pour la reconnaissance des confessions religieuses. Au contraire, ses politiques et ses pratiques contribuent au libre exercice de la religion, de même que les rapports amicaux qu'entretiennent entre eux les groupes religieux au sein de notre société. La plupart de nos concitoyens, notamment à Paramaribo, notre capitale, célèbrent à des degrés divers les fêtes religieuses d'autres groupes.

Depuis 1989, le Conseil interconfessionnel du Suriname sert d'instance de consultation et de dialogue entre les grandes religions du pays. Le Conseil est composé des principaux représentants de ces religions. Ses membres se réunissent au moins deux fois par mois pour examiner un programme d'activités œcuméniques et, le cas échéant, pour prendre position sur des politiques gouvernementales. Il est à noter que, par le passé, cette institution a permis à notre pays de sortir d'impasses politiques majeures.

Au niveau régional, le Conseil interconfessionnel du Suriname coopère avec ses homologues des Caraïbes pour débattre de problématiques régionales et mondiales. Dans un contexte caractérisé par le pluralisme culturel et religieux, il est de plus en plus apparent que la compréhension mutuelle et le respect des différences sont indispensables pour maintenir l'unité nécessaire à un vrai progrès et éloigner le spectre des conflits interreligieux et interethniques.

Au niveau international, la coexistence pacifique de différentes valeurs et cultures reste problématique. Nous continuons par conséquent d'appuyer et de promouvoir le dialogue entre les civilisations. Nous restons en effet convaincus que l'on peut progresser considérablement vers une culture de paix et de compréhension grâce à ce type de dialogue, afin de promouvoir la compréhension, le respect et la tolérance

mutuels entre religions, cultures et peuples du monde entier. Gardons à l'esprit que le dialogue entre les civilisations, les cultures et les religions est un moyen efficace de prévenir les conflits aux niveaux national, régional et international. Nous espérons donc progresser encore sur cette voie quand le Cambodge accueillera le prochain dialogue interconfessionnel, en 2008.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Takahiro Shinyo, Chef de la délégation japonaise.

**M. Shinyo** (Japon) (*parle en anglais*) : L'année dernière, dans sa résolution 61/221, l'Assemblée générale s'est déclarée alarmée par le fait que le nombre de manifestations graves d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, notamment des actes de violence, d'intimidation et de coercition motivés par l'intolérance religieuse, augmente dans de nombreuses régions du monde, compromettant l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'Assemblée a ensuite souligné la nécessité de renforcer le respect de la diversité de cultures, de religions et de convictions, le dialogue et la compréhension comme moyen de mettre fin à la discrimination et à la violence fondées sur les différences religieuses ou autres.

Un an plus tôt, en 2005, la Déclaration de Bali publiée à l'issue de la rencontre Asie-Europe de l'ASEM sur le Dialogue interconfessionnel s'était faite l'écho de préoccupations semblables. C'est pourquoi nous devons aussi la garder à l'esprit, et notamment la détermination affichée par ses signataires dans les domaines de l'éducation, de la culture, des médias, de la religion et de la société.

Je suis persuadé que le présent Dialogue de haut niveau nous fournit une occasion importante de progresser vers les objectifs définis par la Déclaration de Bali et la résolution 61/221 de l'Assemblée générale. Aussi je me réjouis de pouvoir y participer.

Le Japon pense que le dialogue interconfessionnel et interculturel contribue à la compréhension mutuelle et qu'il permet non seulement de régler des conflits existants mais aussi d'empêcher que de nouveaux conflits ne surviennent. Pour parvenir à une meilleure compréhension mutuelle, l'éducation est bien sûr de toute première importance. Il faut tout simplement que nous fassions passer le message à nos populations à tous les niveaux, y compris sur les plans national et régional, qu'il y a dans le monde beaucoup d'autres religions et cultures que les nôtres et que la tolérance à

leur égard est essentielle si nous voulons assurer à chacun, en tous lieux, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Un autre élément important de la promotion du dialogue œcuménique et interculturel est le rôle du secteur privé, notamment les organisations non gouvernementales, ainsi que des collectivités locales. Tous les États Membres doivent de même tenir compte des messages adressés par les représentants de groupes religieux lors de la réunion officielle de dirigeants sur le dialogue et la coopération œcuméniques pour la paix et au cours du présent Dialogue de haut niveau. Il faut davantage de compréhension aussi bien au niveau des communautés qu'au niveau national.

J'aimerais aussi décrire brièvement les mesures que le Japon prend dans ce domaine. Le Japon s'est clairement engagé en faveur du Dialogue entre les civilisations animé par l'UNESCO. En 2001, à l'Université des Nations Unies à Tokyo, nous avons accueilli un séminaire international sur l'éducation et la protection du patrimoine culturel en Europe du Sud-Est. Les débats ont tourné autour de la question de savoir comment l'éducation peut aider à faire comprendre les autres nationalités et les autres cultures. Les participants, hormis les pays d'Europe du Sud-Est eux-mêmes, comprenaient l'UNESCO, l'UNICEF et le Conseil de l'Europe.

En 2005, le Japon a accueilli le Forum mondial pour la civilisation à Tokyo. Le Japon était aussi l'un des coprésidents de la réunion sur la lutte contre le terrorisme du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui s'est tenue à Singapour en mai 2007. Il a aussi contribué, à cette occasion, au premier débat du Forum sur le dialogue entre les civilisations. En juillet dernier, le Japon est devenu membre du Groupe des amis de l'Alliance des civilisations. En mai dernier, la cinquième Conférence de l'ASEM sur la lutte contre le terrorisme a eu lieu au Japon; les participants à cet événement ont souligné la nécessité d'engager un dialogue entre cultures, entre religions et entre civilisations sur la lutte contre le terrorisme.

À ce jour, outre le Forum mondial pour la civilisation que j'ai mentionné plus tôt, nous avons accueilli à cinq reprises le Séminaire pour le dialogue entre les civilisations avec le monde islamique, dépêché trois fois une mission d'échange et de concertation au Moyen-Orient, et invité des responsables de pensionnats islamiques en Indonésie à

venir parler à des Japonais. Ainsi, nous avons déployé des efforts constants et variés en faveur du dialogue entre les cultures et les civilisations.

Avant de conclure, je voudrais simplement dire quelques mots à propos de la sécurité humaine, qui est ce que la société instaure lorsque sa population est libérée de la peur et des pénuries et peut vivre dans la dignité, l'idée et l'objectif de base étant de protéger et d'autonomiser chaque personne.

Le Japon estime que l'idée de la sécurité humaine a beaucoup en commun avec l'objectif d'un dialogue interreligieux et interculturel, c'est-à-dire le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Nous sommes donc convaincus qu'un tel dialogue peut et doit être renforcé par l'instauration de la sécurité humaine.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S. E. M<sup>me</sup> Claudia Blum, chef de la délégation colombienne.

**M<sup>me</sup> Blum** (Colombie) (*parle en espagnol*) : Ma délégation se félicite de la décision de l'Assemblée d'organiser officiellement ce premier Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix. Nous félicitons tout particulièrement les Philippines et le Pakistan d'avoir joué un rôle moteur dans cette initiative.

La Colombie, pays multiethnique, multilingue et multiculturel, attache une importance primordiale à la culture, à la diversité, à la compréhension pacifique entre les cultures et au dialogue interculturel pour leur rôle dans le progrès des sociétés.

La diversité culturelle est un atout et une valeur fondamentale de l'humanité qui doit favoriser la formulation de solutions effectives face aux divers défis nationaux, régionaux et mondiaux. Dans le contexte de la mondialisation, qui s'accompagne à la fois de bienfaits importants et de défis significatifs, le dialogue entre les cultures et les civilisations est de plus en plus pertinent. C'est un objectif important à l'heure où se multiplient les stéréotypes et les discours inappropriés qui incitent à un conflit entre les civilisations sur les questions relatives, entre autres, au bien-être des sociétés, aux conflits armés, au terrorisme, aux droits de l'homme et aux phénomènes migratoires. Le dialogue interculturel est nécessaire pour encourager des attitudes qui permettent de lutter contre ces stéréotypes et de créer des conditions favorables à la coexistence pacifique.

Ma délégation voudrait faire quelques recommandations relatives au thème à l'examen.

Au niveau national, les États doivent promouvoir et protéger leur identité et leur diversité culturelles tout en encourageant le respect social à l'égard de la diversité culturelle au niveau international. À cet égard, il faudrait prendre des mesures législatives et politiques qui garantissent et promeuvent le respect des droits culturels, favorisent la préservation du patrimoine culturel local et mondial et appuient l'expression artistique.

Par ailleurs, les mesures juridiques et politiques sont particulièrement importantes pour la promotion et la protection des droits des minorités et des groupes ethniques, culturels, religieux ou linguistiques des pays. Il est tout aussi important de garantir les droits des migrants, victimes, dans divers contextes, de la xénophobie et de pratiques discriminatoires fondées sur la culture, la religion, la langue ou la nationalité.

Il ne faut pas promouvoir le dialogue seulement entre les acteurs politiques ou gouvernementaux. La promotion de messages de compréhension et d'appréciation de la diversité culturelle incombe aussi aux dirigeants sociaux, religieux, économiques, universitaires et artistiques qui représentent des secteurs très influents de la société. Les changements de comportements commencent au niveau de la communauté, voire au niveau de la famille.

La religion est une dimension qui fait partie intégrante de la diversité culturelle. L'UNESCO l'a reconnu. La Constitution colombienne reconnaît la liberté de culte, le droit de tous à pratiquer librement sa foi et à la diffuser collectivement ou individuellement, ainsi que l'égalité des églises et des confessions religieuses devant la loi. La Colombie estime également que le dialogue interreligieux et la garantie pleine et entière des droits y relatifs sont essentiels pour contrer les expressions irrationnelles qui cherchent à faire des croyances une cause d'antagonisme.

Les médias peuvent apporter leur concours à la promotion de la compréhension et de la coexistence pacifique. Il est indispensable que les médias du monde entier établissent, de leur propre gré et en toute indépendance, des espaces permanents en vue d'analyser et d'accroître leur rôle dans le rapprochement des civilisations, selon les contextes politiques, sociaux et économiques. De toutes manières, on ne peut accepter, au nom de cet objectif, une restriction de la liberté d'information et

d'expression qui transgresse les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. La liberté d'information et d'expression est un fondement essentiel de la coexistence et de la démocratie.

L'éducation des jeunes et des enfants est un élément fondamental. Il est indispensable de doter les générations futures des capacités d'analyse et de compréhension de la valeur de la pluralité culturelle et du respect des différences. Il ne faut pas voir dans la promotion de ces valeurs une menace contre la consolidation de la culture nationale. Au contraire, la prise de conscience de la richesse de la diversité va de pair avec la reconnaissance et le renforcement de la valeur de sa propre identité culturelle, sans que cela s'accompagne d'attitudes belliqueuses.

Au niveau multilatéral, ma délégation estime qu'il faut mettre en place un système de coopération entre les pays, un système basé sur le respect de l'identité de chaque pays et sur les engagements internationaux pris par les États, un système qui valorise la diversité et les particularités culturelles des groupes humains en tant que capital collectif. Ce système doit également promouvoir le dialogue et non l'antagonisme, la politisation ou les obstacles irrationnels à la diversité culturelle que l'on trouve encore parfois dans certains milieux.

Face à la réalité d'un monde exposé à des expressions irresponsables d'affrontement culturel, l'ONU peut approfondir l'analyse, la formulation et l'exécution de mesures qui permettront de freiner et de prévenir ces tendances destructrices. À cet égard, la Colombie reconnaît le rôle d'initiatives telles que l'Alliance des civilisations, et d'organisations comme l'UNESCO. Il importe, pour éviter de disperser nos efforts, de mener des actions coordonnées et concentrées.

Ainsi, l'ONU sera en mesure de contrer les positions extrémistes qui cherchent à justifier la violence et le non-respect des personnes et des peuples. Tant au niveau du dialogue entre les États qu'au niveau du fonctionnement des entités du système, la vision large, respectueuse et constructive des différences historiques et de la diversité culturelle des sociétés humaines est essentielle pour la réalisation d'un consensus, car nous sommes convaincus que cette diversité n'est pas un obstacle à la pleine réalisation des buts et principes de l'Organisation ni à la préservation des valeurs universelles essentielles pour la coexistence pacifique entre les pays, et que la vision

de cette diversité est l'un des facteurs qui favorisent le développement des pays.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Sirodjidin Aslov, Président de la délégation du Tadjikistan.

**M. Aslov** (Tadjikistan) (*parle en russe*) : Au nom de ma délégation, je souhaiterais remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé le dialogue d'aujourd'hui. Son thème est très actuel pour mon pays et ma région.

Il y a presque neuf ans, lorsque l'Assemblée générale a pris la décision de proclamer l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations, nous estimions que la diversité culturelle et religieuse ne constituait pas une menace, mais une chance et le principal moteur du progrès de toute l'humanité. C'est cette diversité qui est la source et l'inspiration du dialogue, fondé sur la tolérance et le respect mutuels. Depuis, de nombreuses mesures ont été prises pour renforcer la compréhension mutuelle, la confiance, la tolérance et le respect.

Toutefois, il faut malheureusement constater l'absence de tolérance et une aliénation sans cesse croissante aujourd'hui. Nous sommes convaincus que si nous reconnaissons pleinement que la diversité culturelle et religieuse est une source de force et non une cause de divergence, les perspectives de notre dialogue seront alors plus stables et s'inscriront dans le long terme. Nous estimons que le dialogue n'est possible que si nous reconnaissons que nous vivons dans un monde plein de diversité et que nous partageons des idéaux communs.

Au Tadjikistan, une culture de tolérance et de respect s'est formée sur une base solide au cours des millénaires marquée par une interaction entre les différentes cultures et religions. Aujourd'hui, ces valeurs sont consacrées dans la loi fondamentale de notre pays, la Constitution de la République du Tadjikistan, dont l'article 26 prévoit que chacun a le droit de déterminer individuellement ses rapports avec la religion et de participer aux cérémonies religieuses. Actuellement, les représentants des différentes confessions dont l'islam, le christianisme, l'orthodoxie, le luthérianisme, le judaïsme, la foi bahá'íe, le krishnaïsme et d'autres religions, peuvent célébrer librement leurs cérémonies et traditions.

L'année dernière, le Tadjikistan ainsi que d'autres pays ont été les coauteurs du projet de résolution

61/221 de l'Assemblée générale. En outre, le Tadjikistan participe à l'initiative du dialogue et de la coopération œcuméniques pour la paix dont la deuxième réunion ministérielle s'est tenue à New York. À cet égard, je souhaiterais encore souligner la nécessité de renforcer les activités de l'agent de liaison nommé au sein du secrétariat de l'ONU dans le cadre de la résolution adoptée par l'Assemblée générale.

Nous vivons à une époque où il faut unir nos forces et nos aspirations communes pour résoudre les principaux problèmes de l'humanité. Dans ces conditions, pour réduire et prévenir les nouvelles menaces et dangers mondiaux que sont le terrorisme, l'extrémisme, le commerce illégal de drogue et la criminalité transnationale organisée, il faut s'engager dans une collaboration internationale mutuellement avantageuse. Les tendances actuelles de nationalisme et d'extrémisme ainsi que le danger de conflits armés nécessitent d'étendre et de renforcer le dialogue interculturel et interreligieux aux plans régional et international.

Aucune partie aux relations internationales ne doit rester indifférent à ces questions. C'est pourquoi notre dialogue doit porter principalement sur la recherche de nouvelles voies de collaboration et d'intégration des régions et pays, sur le développement du dialogue entre les civilisations, sur le maintien de la paix, sur l'établissement d'un climat de confiance et sur le refus d'une opposition ethnique ou religieuse entre les différentes cultures.

Des rencontres se tiennent ces jours-ci dans mon pays entre dirigeants de la Communauté d'États indépendants, de la Communauté économique eurasienne et de l'Organisation du Traité de sécurité collective. Ces organisations en coopération avec l'Organisation de Shanghai pour la coopération et l'Organisation de la Conférence islamique examinent et mettent en œuvre non seulement différents accords en matière économique, sociale et de sécurité, mais accordent aussi une attention particulière aux questions de collaborations dans le domaine de la culture, des sciences, de l'éducation et de la santé et dans d'autres domaines. Nous estimons que le développement futur de la collaboration dans le cadre de ces organisations permettra d'établir un espace mondial socioculturel unique où la diversité culturelle et le dialogue entre les cultures et religions seront soutenus. C'est devenu une tradition d'organiser des journées de la culture des États amis au Tadjikistan et des journées du Tadjikistan dans ces pays. À travers ces événements, nous renforçons

non seulement l'amitié entre nos peuples, mais nous développons également un dialogue interculturel et interreligieux.

En conclusion, je souhaiterais souligner que le dialogue est aussi important pour atteindre un autre grand objectif de l'humanité – le développement. Grâce à l'échange de données d'expérience et la recherche conjointe de solutions, nous pourrions résoudre les problèmes socioéconomiques actuels et futurs qui nous concernent tous. Il est essentiel d'assurer un dialogue continu à tous les niveaux, du niveau local au niveau national et du niveau régional au niveau international avec une large participation des femmes et des jeunes.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Bashar Ja'afari, Président de la délégation de la République arabe syrienne.

**M. Ja'afari** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : J'ai l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée générale, ce forum international important, pour discuter de cette question importante qui a été débattue pendant des années par les penseurs dans le monde : la culture de la paix et l'importance du dialogue interreligieux et interculturel, la compréhension et la coopération pour la paix.

Les 10 et 11 mai 2007, à l'initiative du Président de la soixante et unième session de l'Assemblée générale, l'Assemblée a organisé une discussion thématique informelle intitulée « Les civilisations et le défi de la paix, obstacles et possibilités ». Ce débat est important pour notre discussion aujourd'hui. Il a abouti à notre Dialogue de haut niveau sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix, qui encourage la tolérance, la compréhension internationale et le respect des religions, des croyances et de la diversité culturelle. Les deux organisateurs de ce Dialogue de haut niveau, les délégations pakistanaise et philippine, ont préparé minutieusement ce dialogue en se concentrant sur les défis, les pratiques optimales et les stratégies pour une coopération entre les religions et les cultures dans le monde d'aujourd'hui. Peut-être ces sujets résumant-ils précisément les questions et les problèmes auxquels la communauté internationale a à faire face lorsqu'il s'agit de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix. Bâtir des passerelles pour renforcer l'entente entre les religions et les cultures contribuera sans aucun doute à la paix dans le monde, à diffuser une culture de

la paix dans les sociétés, et débouchera sur une meilleure compréhension et une meilleure connaissance mutuelles. Cela permettra aussi d'alléger le poids des préjugés et de la subjectivité découlant de l'extrémisme intellectuel dans un monde qui n'est pas exempt de complexités idéologiques et politiques.

À cet égard, il importe que les peuples éclairés du monde entier fassent évoluer rapidement le dialogue entre les religions et les cultures, en accordant la priorité aux échanges intellectuels et au respect de l'identité de l'autre, et qu'ils ne mélangent pas la religion et la politique.

Au cours du présent Dialogue mené sous les auspices de l'Assemblée générale, nous devons aborder le problème de la diabolisation d'autrui pour générer la division, la menace ou le conflit. Nous devons veiller à la transparence et à l'objectivité ainsi qu'à la neutralité politique du dialogue, et parvenir à des résultats acceptables. Nous pensons que tout dialogue sérieux visant à consolider la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix ne saurait être unilatéral ni se limiter à favoriser de manière sélective des liens de compréhension et de coopération entre certaines religions et cultures au détriment d'une compréhension entre les religions et les cultures et d'une coopération pour la paix sans exclusive.

À cet égard, il faut comprendre que le manque de compréhension entre les êtres humains est fondé sur l'incompréhension des religions et des cultures, et non sur des failles structurelles dans ces concepts éthiques nobles. L'histoire humaine montre que les modèles avancés et fins d'entente et de coopération interculturelles sont apparus il y a très longtemps, alors même que des chocs intellectuels et des affrontements militaires faisaient rage. Ces dernières décennies, la communauté internationale a été témoin d'affrontements violents et d'un manque de dialogue et de compréhension, alors même que certains vantent les mérites de phénomènes intellectuels tels que la mondialisation et la révolution dans le domaine des communications et de l'information.

Le XX<sup>e</sup> siècle a été le siècle le plus violent de l'histoire humaine, malgré qu'il ait aussi connu des progrès scientifiques exceptionnels et des avancées sans précédent en matière de communication humaine. Au XX<sup>e</sup> siècle deux guerres mondiales ont éclaté, emportant des millions de vies humaines. Ce même siècle a été témoin de l'injustice coloniale la plus violente à l'égard des cultures africaines, asiatiques et

latino-américaines, remontant à l'origine des temps. C'est aussi au cours de ce siècle que la première arme nucléaire a été employée par l'homme contre l'homme.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, nous sommes témoins de formes radicales de violence humaine dans plusieurs régions du monde, comme si les décideurs politiques revenaient à la logique de relations humaines basées sur des chocs violents entre plusieurs États souverains. Nous avons espéré qu'il avait été mis un terme à ce raisonnement réactionnaire une bonne fois pour toutes.

Il est affligeant de constater que la communauté internationale est contrainte de tenir un dialogue sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix à l'heure de la mondialisation et de la révolution de l'information : une époque où l'on présuppose que l'ère de l'ignorance et de l'indifférence mutuelles entre les êtres humains est révolue.

Est-il alors concevable qu'une question aussi importante ne soit pas abordée par des institutions et universités intellectuelles et religieuses prestigieuses? Est-il concevable qu'au XX<sup>e</sup> siècle, nous soyons toujours à la recherche des meilleures pratiques et stratégies pour la coopération entre les religions et les cultures? Cela est-il imputable à l'ignorance humaine généralisée qui s'est perpétuée au cours des siècles?

Relever ces défis exige une révolution intellectuelle globale contre toutes les formes d'isolement intellectuel et tous les préjugés. Pour ce faire, il faut promouvoir le dialogue culturel, renforcer les liens et la communication, réduire l'incompréhension et régler les différends internationaux de manière juste et équitable, tout en restant décidés à éliminer l'injustice et à mettre fin à l'occupation étrangère partout dans le monde et au recours à la religion à des fins expansionnistes au mépris des droits d'autrui, de leur culture et de leurs lieux saints.

Pour terminer, mon pays appuie la proposition présentée par les Philippines et le Pakistan d'établir un nouveau centre de coordination au sein l'ONU. Ma délégation approuve le contenu du rapport publié en novembre 2006 par le Groupe de haut niveau de l'Alliance des civilisations créé par le Secrétaire général, ainsi que les points de vue politiques importants qu'il énonce, en particulier concernant la fin de l'occupation par Israël des territoires arabes et le règlement juste de la question palestinienne.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Avant de donner la parole à l'orateur suivant, je voudrais informer les membres qu'il reste encore 21 orateurs à entendre. Je demande donc aux membres de faire des déclarations aussi concises que possible en résumant leurs déclarations écrites et d'en distribuer le texte intégral.

Je donne maintenant la parole à S.E. M. Habib Mansour, chef de la délégation de Tunisie.

**M. Mansour** (Tunisie) (*parle en arabe*) : Je voudrais commencer par dire combien nous sommes fiers et heureux de participer à la séance d'aujourd'hui sur un thème auquel la Tunisie attache une grande importance, étant donné que les changements rapides et profonds que le monde connaît aujourd'hui; s'accompagnent de problèmes qu'il est difficile d'éviter ou de négliger. La question du dialogue entre les religions et les cultures s'inscrit clairement dans ce cadre.

Je ne saurais manquer l'occasion d'adresser mes remerciements et mes félicitations au Gouvernement pakistanais et au Gouvernement philippin qui ont pris cette initiative importante et pour les efforts qu'ils ont déployés pour organiser ce Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix.

La Tunisie attache une grande importance au rapport du Secrétaire général intitulé « Dialogue, entente et coopération entre religions et cultures au service de la paix » (A/62/337) ainsi qu'au rapport du Directeur général de l'UNESCO sur la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde, 2001-2010 (A/62/57). Ma délégation remercie cette organisation pour tous les efforts constructifs qu'elle déploie en faveur des enfants. Nous sommes persuadés que l'UNESCO contribuera utilement à l'application des recommandations formulées dans ces rapports.

Le dialogue interreligieux et interculturel occupe une place centrale dans les recommandations que contient le Document final du Sommet mondial de 2005 (résolution 60/1). En effet, les chefs d'État et de gouvernement y ont souligné que ce n'est qu'en resserrant les liens culturels entre les peuples et les nations que l'on parviendra à favoriser l'entente et la compréhension et à triompher de l'extrémisme. Cette solution garantira une paix juste et durable entre tous les peuples. Les politiques culturelles de la Tunisie cadrent totalement avec les recommandations du

Sommet mondial. Car la Tunisie est résolue à diffuser les valeurs de la paix, de la tolérance et du dialogue entre les peuples et les civilisations avec lesquels notre pays entretient des relations. Fidèle à ces principes, mon pays attache une grande importance aux politiques et mesures nationales qui visent à préserver notre identité nationale, à assurer la compréhension entre les peuples et à encourager des échanges réels et constructifs avec les autres. Cette conception de la société repose sur notre volonté d'être véritablement modernes tout en préservant et consolidant l'identité nationale. La politique tunisienne consiste donc à consolider les piliers de la culture nationale, qui procèdent principalement de l'islam et de ses valeurs de tolérance.

C'est la raison pour laquelle le Président de la République a fondé une chaire universitaire pour le dialogue entre les civilisations et les religions, qui offre un espace intellectuel propice à un tel dialogue. Il a, en outre, créé le Prix mondial du Président de la République pour les études islamiques et pris des mesures tendant à promouvoir des valeurs comme la modération, la tolérance, la solidarité et l'ouverture. Ces initiatives constituent la contribution que la Tunisie peut apporter, grâce à son histoire glorieuse, en vue d'enrichir la culture d'humanisme et de diffuser les valeurs et les principes universels, qui forment le patrimoine que tous les peuples ont en partage en dépit de leur caractère unique.

Notre chaire universitaire pour le dialogue a été mise en place afin d'affermir les bases de la paix et du développement. Elle rejoint une série d'initiatives similaires, parmi lesquelles figure la Charte de Carthage sur la tolérance en Méditerranée, qui prône le dialogue interreligieux et interculturel dans l'intérêt de la tolérance et des droits de l'homme. Une autre initiative tunisienne a été la création du Fonds mondial de solidarité, chargé de combattre la pauvreté. L'Assemblée l'a entérinée dans sa résolution 57/265 du 20 décembre 2002, soutenant ainsi notre stratégie de lutte contre la pauvreté et la marginalisation, qui représentent des facteurs de tensions partout dans le monde.

En application du Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations proclamé en 2001 par l'Assemblée générale (résolution 56/6), la Tunisie a accueilli un séminaire sur le dialogue entre les civilisations. Mon gouvernement y a renouvelé son appel en faveur d'un monde sans haine et sans conflit, de même qu'il a prôné la tolérance et le dialogue. La

Tunisie a également accueilli un certain nombre de rencontres et manifestations réunissant des experts, telles que les séminaires conjointement organisés avec l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture autour du thème « Les civilisations et les cultures humaines : du dialogue à l'alliance ». La Tunisie a maintes fois affirmé que le dialogue entre les civilisations était une condition fondamentale pour enrayer la montée de la violence et du terrorisme et qu'il jetait les bases d'un dialogue et d'une coopération propices à la paix, à la sécurité et à la prospérité dans le monde.

Compte tenu de ces principes et conclusions, ma délégation soutient toutes les initiatives visant à étayer le dialogue entre les religions et les cultures. Nous sommes convaincus qu'un tel dialogue est le meilleur moyen de protéger l'humanité et ses valeurs communes contre les dangers posés par l'intolérance, l'étroitesse d'esprit, l'extrémisme, la marginalisation et le terrorisme.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au chef de la délégation de la Suisse, M. Jean-Daniel Vigny.

**M. Vigny** (Suisse) : Nous remercions les Philippines et le Pakistan d'avoir convoqué cette rencontre. Nous remercions en outre le Secrétariat et les représentants de la société civile pour l'excellente préparation de ce dialogue de haut niveau.

La Suisse, carrefour de diverses cultures et religions, a dû apprendre la coexistence pacifique sur un territoire exigu; elle a dû se forger une unité nationale qui puisse transcender les confessions, les langues et les intérêts économiques. Les religions se sont aussi parfois heurtées violemment au cours de son histoire. Grâce à une volonté commune de nous concentrer sur ce qui nous unit dans la pratique, plutôt que sur ce qui nous sépare idéologiquement, nous avons pu mettre fin à ces tensions il y a un siècle et demi environ.

Cette leçon de l'histoire, la Suisse l'a intégrée dans sa politique de promotion de la paix. Le dialogue sur les valeurs ne consolide pas en soi la confiance. Il peut même parfois accentuer les clivages. Pour progresser ensemble, il est donc essentiel de s'attacher à résoudre des problèmes concrets et ainsi trouver des solutions pratiques avec les parties concernées. C'est pourquoi la Suisse soutient, dans le contexte de sa politique de promotion de la paix, des projets visant à définir des modalités concrètes de cohabitation entre

des communautés ou des groupes ayant des valeurs et des conceptions différentes. La Suisse ne soutient en revanche pas de dialogues exclusivement interculturels ou interreligieux à propos de valeurs ou de vérités doctrinales abstraites.

Nous apportons dès lors notre plein appui à l'initiative pour une Alliance des civilisations. Cette initiative prend en compte la dimension politique des tensions interreligieuses ou interculturelles et vise à trouver des solutions pratiques à ces différends. Mon pays réitère son soutien au Haut Représentant Sampaio dans la réalisation des objectifs de l'Alliance des civilisations.

La tâche d'assurer le respect de la diversité religieuse ou culturelle n'est pas seulement une question de volonté politique. Elle s'inscrit dans le contexte plus large du bon fonctionnement de l'État de droit et des principes qui le régissent : la non-discrimination, la liberté d'expression, la liberté de pensée et la liberté de religion ou de conviction. Il est important que nous réaffirmions notre attachement à ces droits. Le risque croissant de réduire les religions et les convictions à des stéréotypes nous préoccupe. Nous regrettons aussi que les valeurs et les pratiques des adeptes d'une religion ou d'une conviction se heurtent souvent à l'incompréhension. Nous nous alarmons de la montée de l'intolérance religieuse et de la discrimination fondée sur la religion ou les convictions. L'intolérance religieuse est un problème mondial qui n'est pas circonscrit à certaines religions ou convictions. Des adeptes de toutes les religions et de toutes les convictions, ainsi que des non-croyants, sont victimes de violations des droits de l'homme.

La liberté de religion ou de conviction est un droit aux formes multiples. Divers instruments juridiques internationaux garantissent les nombreux aspects de ce droit fondamental. L'interdiction de la discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue ou la religion, les opinions politiques et autres, l'origine nationale ou sociale, la propriété, la naissance ou tout autre statut relève par conséquent du domaine des droits humains. Il faut en outre souligner que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques interdit toute forme d'incitation à la haine religieuse.

La Suisse a la ferme conviction que ce n'est pas la religion en tant que telle qu'il faut protéger, mais l'exercice non discriminatoire – à titre personnel ou en tant que membre d'un groupe – des droits de l'homme, y compris le droit à la liberté de religion ou de

conviction. Nous sommes convaincus qu'il est possible de lutter efficacement contre la discrimination si nous acceptons d'aborder le problème sous l'angle de la « discrimination pour des motifs religieux » plutôt que dans le cadre du concept de la « diffamation de la religion ».

Le concept de « diffamation de la religion » n'est pas approprié dans le contexte des droits de l'homme, car ce sont les individus – croyants et non-croyants – qui ont des droits et, dans une certaine mesure, aussi les communautés dans lesquelles ils se regroupent, et non pas les religions ou les convictions en tant que telles. Ainsi que l'a souligné dans un récent rapport la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction, M<sup>me</sup> Asma Jahangir, faute d'une définition objective du concept de « diffamation de la religion », cette notion ouvre la porte à tous les abus. Compte tenu du grand nombre de religions et de convictions, il est naturel que de réelles divergences de vue existent. En outre, il serait difficile, voire dangereux de définir *in abstracto* ce qui constitue une « diffamation de la religion » ou même de trouver un organe impartial et indépendant capable d'apporter un jugement en la matière.

La Suisse est convaincue que la tolérance et le respect mutuel sont essentiels pour surmonter les différences qui opposent aujourd'hui les perceptions, les concepts et les idées. Ici comme ailleurs, seul un dialogue constructif et respectueux peut nous permettre de surmonter nos divergences d'opinions, pour promouvoir une compréhension mutuelle et pour réussir à dépasser ces défis.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Ivan Romero-Martínez, chef de la délégation du Honduras.

**M. Romero-Martínez** (Honduras) (*parle en espagnol*) : Mon pays, le Honduras, attache une grande importance à sa participation au présent Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix. Nous estimons qu'il s'agit d'une des principales questions d'actualité et qu'elle est particulièrement importante pour l'humanité.

Le respect universel de la pensée humaine est un principe aussi sacré que celui de la liberté, qu'il s'agisse de la liberté d'agir, de la liberté religieuse ou de la liberté politique. C'est pourquoi nous prenons part à cet important débat, forts de l'intime conviction que la liberté est l'une des forces unificatrices de l'humanité.

Elle nous fournit un modèle d'action permanent et solide vis-à-vis de la diversité, de la tolérance, d'un dialogue permanent et respectueux, et d'une culture de paix entre les êtres humains de divers horizons et de divers points de vue. Elle nous incite à créer une culture de paix plutôt qu'une culture de guerre. C'est pourquoi nous appuyons tous les efforts que l'Organisation et ses organes sont en train de déployer.

Nous appuyons les rapports et les recommandations du Secrétaire général et, surtout, nous appuyons les efforts visant à lutter contre le fanatisme, l'intolérance et la violence. Nous avons foi dans le dialogue et dans une culture de paix. Le dialogue entre les religions et les cultures devrait, selon nous, être un impératif catégorique. Mais il ne peut y avoir de dialogue sans liberté. Et il ne peut y avoir de liberté sans une volonté politique claire de rechercher la tolérance et le respect entre tous les acteurs dans un monde d'interdépendance croissante.

Mon pays, le Honduras, respecte scrupuleusement toutes les religions et toutes les cultures. La Constitution de la République du Honduras dispose que tous les Honduriens sont égaux devant la loi, et que sont répréhensibles toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou la classe sociale et toute autre action portant atteinte à la dignité humaine. Elle garantit également la liberté de religion et de culte sans discrimination et pose que tous les hommes naissent libres et égaux en droits. Notre Constitution vise aussi à consolider et préserver l'état de droit qui garantit l'existence d'une société politique et de conditions propices au plein épanouissement de l'homme en tant que personne humaine, et ce, dans le cadre de la justice, de la liberté, de la sécurité, de la stabilité, du pluralisme, de la paix et de la démocratie représentative et en prenant en compte l'intérêt général.

Nous notons avec satisfaction que le rapport du Secrétaire général (A/62/337) sur la question à l'examen souligne que le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a constitué, au Honduras, un Comité interecclésiastique sur la prévention du VIH/sida, qui rassemble les dirigeants et les représentants des églises catholique, évangélique, épiscopaliennne, et adventiste ainsi que le Ministère de la santé et de la communauté théologique. Le Comité se réunit régulièrement et organise des forums et des débats sur la façon dont ces églises font face aux problèmes du VIH et du sida. Jusqu'à présent, il a mis sur pied dans tout le pays quatre forums interecclésiastiques consacrés à la prévention du

VIH/sida. Ces forums visent à encourager l'adoption d'une approche religieuse commune pour la prise en charge des personnes infectées ou touchées par le VIH/sida. Il s'agit, selon nous, d'un exemple vivant de l'alliance des religions.

Il devient chaque jour plus impératif qu'en cette instance universelle, nous unissons nos consciences et nos cœurs pour parvenir à la tolérance et au respect mutuel. La liberté de croyance doit s'accompagner de la liberté de pratiquer cette dernière. L'avènement d'un monde de paix et d'amour doit s'accompagner de la volonté politique véritable de le réaliser. Le désir d'édifier une alliance des civilisations et de renforcer le dialogue entre les religions et les cultures s'inscrit dans la volonté politique des États que nous représentons ici. Défendons cette volonté, agissons de la sorte et employons-nous, jour après jour, à traduire dans la réalité toutes les paroles et toutes les aspirations qui sont constamment exprimées ici.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Nguyen Tat Thanh, chef de la délégation du Viet Nam.

**M. Nguyen Tat Thanh** (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient à remercier le Pakistan et les Philippines de leur initiative et de leurs efforts qui ont permis d'aboutir à la convocation de cette réunion aussi importante qu'opportune.

Je voudrais aussi remercier le Secrétaire général de son rapport.

Victime de tant de guerres destructrices, le peuple vietnamien chérit la paix, la stabilité et le développement. Nous appuyons donc pleinement les efforts déployés par les pays, les communautés et les peuples du monde pour y parvenir grâce au dialogue et à la coopération.

À l'heure où la mondialisation fait de notre planète un village, les échanges entre les religions et entre les cultures des quatre coins du monde ne font que croître. Il est donc opportun que nous apprenions tous à mieux nous connaître les uns les autres, et que nous ne découvriions pas seulement nos valeurs et nos points communs, mais aussi nos différences, de manière à renforcer notre unité et à accepter la diversité, à en tirer parti et à vivre dans une culture de paix, de non-violence, de respect, de compréhension et de tolérance.

À cet égard, il convient d'insister sur l'importance de l'éducation et des médias pour la promotion du respect, de la compréhension et de la tolérance. Des

efforts concertés doivent être menés dans ce domaine à l'échelle mondiale, régionale, nationale et locale.

Nous saluons les efforts que l'Alliance des civilisations, le Forum tripartite œcuménique pour la paix, le système des Nations Unies, et en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), ainsi que le mentionne le rapport du Secrétaire général, déploient pour promouvoir et concrétiser cette notion. Le Viet Nam se félicite de la désignation d'un point de contact au sein du Secrétariat pour coordonner les activités du système des Nations Unies dans ce domaine.

Au plan régional, les représentants vietnamiens de différentes croyances et religions participent activement au dialogue interconfessionnel et échangent leurs expériences et leurs bonnes pratiques dans le cadre de la Réunion Asie-Europe et dans la région Asie-Pacifique pour renforcer la compréhension et la coopération dans ces régions.

Le Viet Nam est un pays multiethnique avec plusieurs religions qui comprend 54 nationalités et de nombreuses communautés religieuses différentes; il compte 20 millions de fidèles vivant côte à côte en harmonie, partageant un esprit de fraternité, de respect mutuel et d'assistance tout en respectant et en chérissant l'identité unique de l'autre. Les Vietnamiens de différentes nationalités, religions et cultures se sont unis dans la lutte pour l'indépendance nationale dans le passé et sont maintenant côte à côte, assumant la tâche de construire le pays. En temps de guerre ou de paix, la force d'un pays se trouve dans son unité et la diversité de son peuple.

Lors de sa première réunion, en 1945, le Gouvernement vietnamien provisoire, sous la direction du Président Ho Chi Minh, a adopté la devise « liberté de religion et solidarité entre les croyants et les non-croyants ». Notre constitution de 1992 réaffirme cet esprit en des termes concrets. Notre expérience et nos politiques nationales à ce sujet guident nos activités au niveau mondial.

Avant de terminer, je souhaiterais assurer l'Assemblée générale que le Viet Nam continuera de déployer des efforts avec les autres pays et peuples du monde pour renforcer la compréhension et la coopération en faveur de la paix et du développement pour tous.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Samuel Outlule, Chef de la délégation du Botswana.

**M. Outlule** (Botswana) (*parle en anglais*) : La délégation botswanaise se félicite de la convocation du Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération en faveur de la paix. Plusieurs déclarations ont été prononcées avec beaucoup d'éloquence et de conviction. Nous ajoutons notre voix à cet important débat car la paix est indivisible et la promotion d'une culture de paix est un impératif national et mondial.

À travers notre contribution au débat, nous sommes conscients que nos délibérations représentent une partie importante du travail initial en vue de jeter la base de la compréhension mutuelle. Nous nous attendons à ce que les déclarations soient suivies d'une introspection et de la volonté de faire des choix pour la tolérance. Ce qui importe en fin de compte n'est pas ce que nous pouvons dire sur la nature pacifique de nos religions et cultures respectives, mais plutôt ce que nous sommes prêts à faire pour assurer que nos croyances sont des instruments pour la réalisation de la paix et du bien-être de l'humanité. Nous devons procéder de la sorte en donnant aux institutions nationales le pouvoir de promouvoir une culture de tolérance, de compromis et d'accommodement.

La combinaison de la religion et de la culture a été l'attribut qui a défini les sociétés depuis les temps anciens. Si la religion relève de la sphère privée s'agissant de la relation entre une personne et Dieu, en même temps, elle nous lie tous car nos vies d'êtres humains sont interconnectées. La foi et la façon de vivre ne lient pas uniquement les personnes, mais elles ont été décisives au cours des années pour façonner le développement de relations entre les peuples et les États.

Il se peut que ce Dialogue de haut niveau ait lieu un peu trop tard car il se tient à un moment où l'intolérance et la haine inspirées par les croyances religieuses et le choc des cultures croissent à un rythme alarmant. Toutefois, nous ne devons pas perdre espoir ou rester sans réaction face à ces difficultés auxquelles nous faisons face et aux évolutions auxquelles nous assistons. En même temps, nous devons éviter une réponse réactionnaire et agir de façon positive, appropriée et prospective. Nous devons être justes et équitables dans notre recherche de solutions aux problèmes mondiaux. Ainsi, nous pourrions éviter la

politisation des religions et des croyances culturelles qui conduit souvent à l'extrémisme et à l'intolérance.

Dans cette recherche de solutions aux difficultés actuelles liées aux relations entre les civilisations, nous n'avons pas à réinventer la roue. Au V<sup>e</sup> siècle av. J.-C., le philosophe chinois Confucius a dit :

« Mon comportement doit être guidé par la règle d'or de faire et de dire uniquement aux autres ce que je veux qu'ils me fassent ou disent, et de ne jamais faire ou dire aux autres ce que je ne veux pas qu'ils me fassent ou disent. »

Cette déclaration montre que le désir de vivre en paix avec les autres est l'objectif de chacun depuis des temps immémoriaux.

Nul ne doute que le fondement inébranlable de la compréhension interreligieuse et interculturelle et de la coopération en faveur de la paix soit pour toutes les religions d'encourager leurs fidèles à être bons, tolérants, cléments, justes et honnêtes entre eux et avec les autres peuples. Si la religion ou les fidèles de toute foi ne respectent pas ces enseignements, il sera difficile, voire impossible, de promouvoir la compréhension mutuelle, la coopération et la paix.

Dans un monde de plus en plus sans frontières, diverses sociétés, personnes et communautés abritant ou professant différentes cultures et croyance sont appelées à vivre ensemble en harmonie. Les personnes et les communautés ayant différentes fois et cultures qui vivent côte à côte ont en elles la capacité de se renforcer les unes les autres et de régler des problèmes concrets en les confrontant ici sur Terre. Le monde sera meilleur si nous pouvons tous concentrer nos actions pour améliorer la condition humaine ici sur Terre sans abandonner pour autant nos aspirations pour l'au-delà.

Le défi que nous affrontons consiste à renforcer les politiques qui élargissent l'intégration et la participation de tous les citoyens sur la base de l'égalité et du respect. Il serait particulièrement utile que les religions n'aient pas de nom. Ainsi, les parents et les sociétés pourraient élever les enfants sans transmettre de jugements de valeur sur d'autres fois ou des descriptions déshumanisantes de leurs fidèles, faisant ainsi le lit de l'intolérance future et du sentiment de supériorité.

Il est important d'accorder plus d'attention à l'éducation et à la formation qui accroissent la connaissance des autres cultures et religions et la nécessité pour elles de cohabiter en paix et en

harmonie. Il est vrai qu'à travers l'histoire, l'éducation et le savoir ont forcé les religions à être plus justes, équitables et tolérantes.

Il faut reconnaître que le dialogue interreligieux et interculturel n'est pas un enjeu ou le monopole des croyants uniquement. C'est l'enjeu de tous les peuples et organisations de la société civile qui aiment l'humanité, respectent la vie et apprécient l'harmonie et la diversité des peuples sur Terre. Nous ne devons pas oublier que des individus animés d'un sentiment religieux, mais inspirés par le fanatisme, le fondamentalisme, un sentiment de supériorité et la recherche égoïste de leur propre salut ont causé des guerres et des souffrances humaines au cours des siècles.

Les individus sans foi religieuse, les organisations non gouvernementales et les États ont donc un rôle important à jouer pour promouvoir la coopération et la compréhension internationales en faveur de la paix. La compréhension interreligieuse et interculturelle et la coopération doivent être enracinées dans les valeurs universelles de respect des droits de l'homme, de non-discrimination, de non-violence et de démocratie. Ce sont les valeurs de sagesse collective, de conscience et de progrès de l'humanité qui unissent les peuples de toutes les croyances et de toutes les cultures.

L'Afrique est la terre de nombreuses religions et cultures. Au Botswana, notre société comprend plusieurs cultures, langues et pratiques religieuses, comme c'est le cas ailleurs en Afrique, et nous avons embrassé plusieurs autres croyances religieuses venues de l'extérieur du continent, et celles-ci font maintenant partie intégrante du tissu social de nos sociétés. La Constitution du Botswana garantit la liberté de culte. Les organisations confessionnelles sont officiellement considérées comme des acteurs clés et des partenaires du Gouvernement dans de nombreux aspects de nos efforts nationaux de développement.

Nous nous félicitons de l'initiative de l'Espagne et de la Turquie qui a conduit à la création de l'Alliance des civilisations. Cette initiative témoigne de la conviction que le dialogue est le meilleur moyen de dissiper les malentendus, de réduire les tensions et de régler les conflits, et qu'il est un mécanisme efficace pour encourager l'esprit de compromis, la tolérance et la coexistence pacifique entre les peuples.

Pour terminer, je voudrais souligner que la religion et la culture font partie de l'humanité et sont des aspects très importants du monde moderne. On ne

peut pas faire comme si elles n'existaient pas. Nos sociétés sont désormais étroitement liées et interdépendantes en raison de la mondialisation, des migrations et des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

En ces temps modernes, nous devons donc nous efforcer de concevoir une culture des sciences et des technologies dont la priorité soit la recherche de solutions aux problèmes immédiats que connaissent les peuples de notre Terre. Ainsi, les religions et les cultures pourront s'épanouir. Et nous pourrons alors célébrer notre diversité et l'utiliser comme un tremplin pour favoriser le progrès de l'humanité, la compréhension mutuelle et la paix.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S. E. M<sup>me</sup> Sanja Štiglic, Présidente de la délégation slovène.

**M<sup>me</sup> Štiglic** (Slovénie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord préciser que la Slovénie s'associe pleinement à la déclaration prononcée hier par le représentant du Portugal au nom de l'Union européenne.

Je suis particulièrement honorée de m'adresser à l'Assemblée générale à cette occasion. Nous sommes tous d'accord pour dire qu'il est indispensable d'améliorer la compréhension et la coopération entre les peuples de religions et de cultures différentes, si nous voulons forger ensemble un monde où nous pourrions vivre côte à côte dans la paix. Cet objectif que nous partageons incontestablement est un exemple simple mais éloquent du fait qu'en tant qu'êtres humains, nous avons bien davantage de choses qui nous lient que de choses qui nous séparent.

Nous savons tous que notre monde marqué par l'interdépendance se trouve à la croisée des chemins. Les événements survenus ces dernières années ont détérioré les relations entre les différentes régions du monde, au point que nous ne pouvons plus éviter de consacrer tous nos efforts à l'instauration d'un dialogue actif entre les groupes ethniques, les religions et les cultures. Nous devons tous participer à cet effort, de façon à être capables, tous ensemble, de jeter des ponts entre nos différentes cultures, de contribuer à la compréhension mutuelle de nos civilisations et de préparer un meilleur avenir pour tous.

Je voudrais ici préciser que le dialogue interreligieux et interculturel ne doit d'aucune façon être limité aux échanges de vues entre continents ni même entre pays. La société multiculturelle est une

réalité au sein même de nos pays. Nous devons reconnaître ces différences, mais elles ne doivent jamais nous diviser. Au contraire, nous devons les considérer comme un moyen de trouver de nouvelles voies vers une meilleure compréhension et un plus grand respect mutuels.

Compte tenu du nombre croissant d'initiatives en matière de compréhension interculturelle et interconfessionnelle, comme l'Alliance des civilisations, le Dialogue entre les religions de la Réunion Asie-Europe, le Processus de Barcelone d'Euromed, le Livre Blanc sur le dialogue interculturel du Conseil de l'Europe, pour n'en citer que quelques-unes, nous pensons qu'il est nécessaire d'accroître la coordination, la coopération et la complémentarité entre elles, et en particulier entre celles qui relèvent du cadre de l'ONU.

Mon pays souhaite contribuer au dialogue interreligieux et interculturel en encourageant la compréhension au niveau mondial, en faisant échec aux préjugés et en devenant un pilier de l'humanisme et de la coopération en Méditerranée. À cet égard, je voudrais me concentrer sur deux éléments particuliers qui peuvent, à notre avis, contribuer le plus efficacement au dialogue et à la coopération. Il s'agit, selon nous, des droits de l'homme et de l'éducation à la diversité.

Ariel et Will Durant ont écrit que l'éducation était le vecteur de la civilisation. Nous pensons que le véritable vecteur de la civilisation est son développement permanent, non pas par la simple amélioration des systèmes établis, mais plutôt par l'apprentissage de nouveaux concepts, en essayant de comprendre des concepts étrangers, en étant sensible aux valeurs des autres, en encourageant la solidarité entre les peuples et en bâtissant une culture universelle des droits de l'homme et de la compréhension mutuelle.

Dans le cadre du dialogue interculturel, il est important de promouvoir la mobilité, en particulier celle des jeunes gens, car quel meilleur moyen existe-t-il pour découvrir le reste du monde que les voyages? Avec l'espoir de rassembler des jeunes du monde entier pour qu'ils puissent apprendre les uns des autres, mon pays a récemment présenté une initiative visant à créer une université euro-méditerranéenne, dont le siège serait situé à Piran, en Slovénie. Nous espérons que cette université pourra à sa façon contribuer au dialogue entre les jeunes et les intellectuels de diverses religions et cultures du bassin méditerranéen.

Je voudrais également saisir cette occasion pour mentionner une autre initiative qui me tient particulièrement à cœur. En mai 2006, le Gouvernement slovène a créé le Centre de perspective européenne afin de promouvoir une nouvelle réflexion sur les problèmes qui restent à régler dans l'Union européenne et le reste de l'Europe. L'un des principaux objectifs du Centre est de contribuer au développement de sociétés tolérantes par la mise en œuvre de projets visant à créer et à conserver les conditions nécessaires pour favoriser le dialogue entre les différentes communautés religieuses et culturelles en Europe et au-delà. Nous avons organisé de nombreuses réunions et tables rondes avec des dirigeants politiques et religieux de la région des Balkans occidentaux.

Cette année, nous avons également constitué un groupe de travail sur le dialogue interculturel. Les membres de ce groupe sont des experts internationaux et slovènes de profils et d'horizons différents, notamment des hommes politiques, des représentants religieux, des dignitaires, des universitaires et des représentants de diverses organisations et institutions publiques. Mon pays est convaincu qu'il faut encourager et promouvoir le dialogue interculturel, et nous voulons y contribuer. Cependant, il faut souligner qu'une condition préalable essentielle à tout dialogue de ce type est la liberté d'expression, de pensée, de conscience, de religion et de croyance, et nous continuerons à défendre ces droits importants.

L'année prochaine, le Centre de perspective européenne a prévu deux projets destinés à favoriser le dialogue entre les cultures en Europe. Le premier projet concernera des questions relatives à la laïcité, au radicalisme politique et à l'immigration dans l'Union européenne; le deuxième tentera de répondre à une question importante : comment faire pour que des personnes de différentes religions et origines culturelles venues en Europe se sentent chez elles dans l'Union européenne?

Pour terminer, je voudrais déclarer que le respect de la dignité humaine et de la diversité est la pierre angulaire de toute société pacifique et prospère. Dès lors, appuyons-nous sur nos valeurs communes et transformons-les en actions. Pour sa part, mon pays tend la main à tous ceux qui veulent se joindre à nous pour promouvoir la compréhension dans ce monde.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S. E. M. Juan Antonio Yáñez-Barnuevo, président de la délégation espagnole.

**M. Yáñez-Barnuevo** (Espagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter le Président de l'Assemblée générale et les pays à l'origine de cette initiative, les Philippines et le Pakistan, d'avoir organisé ce dialogue de haut niveau. La participation de représentants de gouvernement et de membres éminents et dynamiques de la société civile nous donne une bonne occasion d'échanger des idées et des opinions qui nous permettront d'avancer sur le chemin de la compréhension entre les peuples et les sociétés de cultures et de religions différentes dans l'intérêt de la paix et du progrès des peuples.

L'Espagne, consciente de l'importance du défi que constitue actuellement l'entente entre les pays et les peuples, est un fervent partisan du dialogue et de la coopération, qu'elle considère comme des instruments pour lutter contre l'intolérance et la discrimination fondées sur des différences culturelles ou religieuses.

Nous sommes convaincus que les graves problèmes générés par le manque de connaissance mutuelle, par l'intolérance à l'égard de la différence, ou par le rejet de l'étranger, nécessitent des actions conjointes de la part de la communauté internationale, en particulier dans le cadre de l'ONU. Cette Organisation a donné récemment un bon exemple en s'acquittant de ses responsabilités dans ce domaine, lorsque l'Assemblée générale a adopté, après de nombreuses années de négociations, la Déclaration sur les droits des peuples autochtones.

C'est la raison pour laquelle l'Espagne se félicite des progrès réalisés par des initiatives comme celle-ci, à laquelle nous avons pris part avec conviction, et d'autres, comme l'Alliance des civilisations, que l'Espagne a coparrainée avec la Turquie et qui est désormais devenue une initiative de l'ONU, tel que souligné par le Secrétaire général dans la déclaration qu'il a prononcée hier au début de ce Dialogue.

Nous estimons que la complémentarité d'initiatives ayant les mêmes objectifs atteste clairement de l'importance qu'attache la communauté internationale au besoin de promouvoir la tolérance, le respect, le dialogue et la coopération en encourageant la compréhension et la coexistence entre les civilisations, les cultures et les religions dans une planète comme la nôtre, à l'heure de la mondialisation. Cette complémentarité exige que l'on trouve les moyens appropriés d'éviter les doubles emplois inutiles et de faire converger les efforts précieux.

Aussi nous associons-nous aux propos prononcés hier par le Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération du Portugal au nom de l'Union européenne sur le rôle que pourrait jouer l'Alliance des civilisations pour assurer une telle cohérence. C'est dans le même sens qu'est allé le message lu hier au nom de M. Jorge Sampaio, le Haut Représentant pour l'Alliance des civilisations.

L'apport de l'Alliance des civilisations, dont l'objectif commun est de contribuer à la compréhension entre les peuples et les sociétés de cultures et de religions différentes et à la coopération en faveur de la paix, pourrait être résumé par les éléments suivants. Tout d'abord, l'Alliance des civilisations a une vocation éminemment pragmatique, et fait porter ses efforts sur l'action conjointe et l'obtention de résultats concrets. L'un de ses objectifs est de passer du terrain des idées à celui des actions pratiques, concrètes et spécifiques.

Conformément à cet esprit, le plan d'exécution pour les deux années à venir, présenté en juin dernier par le Haut Représentant pour l'Alliance des civilisations, M. Sampaio, contient des idées, des projets et des programmes concrets qui visent l'action dans quatre domaines spécifiques : la jeunesse, l'éducation, les migrations et les médias. L'on estime que c'est dans ces domaines que l'on peut le mieux contribuer à pallier le manque de dialogue et de compréhension entre les peuples et les sociétés de cultures et de religions différentes. Il s'agit de renforcer la connaissance mutuelle, de mettre un terme aux idées préconçues de l'autre, et de promouvoir les échanges et la coexistence afin d'encourager le respect, la tolérance et le dialogue, tout en rejetant tout amalgame entre religion ou croyance, quelle que soit sa dénomination, et violence ou extrémisme. Tout cela doit être réalisé par l'éducation et avec la collaboration des médias, étant donné que nous nous adressons à des groupes particulièrement sensibles en la matière, comme les jeunes et les migrants.

Deuxièmement, comme l'a affirmé le Haut Représentant, il importe que les décisions prises dans ce cadre le soient dans une optique globale. Mais il nous faut, en même temps, engager des actions au niveau local, car cela permettra qu'elles soient réellement appliquées, et que leur contenu imprègne efficacement les sociétés auxquelles elles sont destinées. Les problèmes nés de l'incompréhension entre les peuples et les sociétés de cultures ou de religions différentes, s'il est vrai qu'ils peuvent avoir

des conséquences mondiales, germent et se développent à l'échelon local; ainsi, l'action doit principalement cibler le cœur des sociétés.

À cet égard, nous considérons que la proposition du Haut Représentant Sampaio formulée à la récente réunion ministérielle du Groupe d'amis de l'Alliance des civilisations pourrait constituer un point de départ, pour que les organisations internationales – universelles ou régionales – élaborent leurs propres programmes de travail en collaboration avec l'Alliance des civilisations, en particulier dans les trois domaines thématiques sur lesquels l'Alliance envisage de se concentrer. Dans le même temps, M. Sampaio a suggéré aux États d'élaborer des stratégies nationales de dialogue transculturel selon les principes de l'Alliance des civilisations.

À cet égard, je voudrais indiquer que l'Espagne travaille déjà, au niveau interne, à l'élaboration de son propre plan national pour l'Alliance des civilisations, dont l'objectif sera, entre autres, d'aborder les aspects tant internes qu'internationaux du dialogue entre les cultures et les religions. De même, je saisis cette occasion pour signaler la tenue prochaine du premier Forum mondial de l'Alliance des civilisations, les 15 et 16 janvier 2008 en Espagne. Le Forum entend constituer une plateforme pour offrir un appui politique accru à l'initiative et pour obtenir des résultats concrets, notamment dans le domaine de la jeunesse. Ce sera une bonne occasion de débattre des progrès réalisés et de les mettre en commun, et d'enrichir le plan d'exécution de l'Alliance d'idées nouvelles.

Nous espérons que l'Alliance des civilisations deviendra un cadre de référence pour l'action d'États, d'organisations internationales et de représentants de la société civile – dont nous jugeons cruciale la fonction – ainsi que d'autres acteurs du dialogue transculturel. Il faudrait accorder une attention particulière, mais pas exclusive, aux relations entre l'Occident et le monde musulman, une nécessité qui a été soulignée dans les débats d'hier et d'aujourd'hui. L'Alliance deviendrait de ce fait un mécanisme utile pour la prévention et la gestion de crises qui pourraient éclater dans ce domaine.

Dans l'immédiat, et conformément au plan d'exécution, nous pensons qu'il existe un large consensus autour d'initiatives proposées dans le cadre de l'Alliance qui, nous l'espérons, pourront bientôt voir le jour. Au nombre de ces dernières figure la création d'un mécanisme d'alerte rapide relayée par les

médias en cas de crise, l'élargissement des échanges interculturels entre les jeunes, qu'il convient d'appuyer avec des fonds spécifiques pour financer des projets qui encouragent le dialogue et la tolérance, et l'utilisation de mécanismes au niveau communautaire, régional et local pour instaurer un dialogue afin de surmonter les conflits.

L'Espagne a un passé, un présent et, probablement, un avenir marqués par la diversité et le pluralisme culturel et religieux. Nous sommes persuadés que cela constitue l'une de nos richesses les plus précieuses. L'intégration de cette diversité et de ce pluralisme constitue pour nous un défi en matière aussi bien de politique intérieure que de politique étrangère.

Nous sommes persuadés que la diversité ne pourra être intégrée que par le dialogue, l'entente, le respect et la tolérance. Voilà pourquoi nous redoublerons d'efforts pour promouvoir de manière pragmatique, mais toujours dans le respect des principes, les actions visant à la réconciliation, à la connaissance et à la compréhension mutuelles entre les peuples et les sociétés appartenant à des cultures et des religions différentes, car nous savons que tel est le grand défi de notre époque.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) :  
Je donne maintenant la parole à S. E. M<sup>me</sup> Maria Luiza Ribeiro Viotti, Chef de la délégation du Brésil.

**M<sup>me</sup> Ribeiro Viotti** (Brésil) (*parle en anglais*) :  
Le Brésil se félicite de la tenue du Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix. Je voudrais exprimer ma gratitude aux délégations des Philippines et du Pakistan qui ont été le fer de lance de cette initiative.

Ce dialogue de haut niveau sur une question si importante est organisé au bon moment et au bon endroit. Le sentiment que l'écart se creuse et que la compréhension mutuelle fait défaut entre les sociétés et les cultures constitue une source de grande préoccupation depuis quelques années. On ressent de plus en plus le besoin d'appréhender ce phénomène et de promouvoir le dialogue et la coopération afin d'effacer les divisions et de contenir les menaces qu'elles entraînent. Il est donc parfaitement approprié que ce dialogue se tienne à l'Assemblée générale.

L'heure est opportune pour souligner l'importance du dialogue et de la diplomatie en ce moment charnière où des instruments si puissants peuvent être utilisés au

maximum de leur potentiel. Ce dialogue montrerait probablement que des conflits qui sont la plupart du temps perçus comme motivés par des divergences religieuses et ethniques ont pour cause profonde les inégalités et l'exclusion, qui alimentent le radicalisme, le fanatisme et la violence. Aujourd'hui, ces problèmes marquent les relations entre les nations et au sein des sociétés, quel que soit leur niveau de développement.

On ne devrait pas permettre à l'extrémisme de prospérer. Les manifestations violentes de l'extrémisme ne sauraient en aucun cas être tolérées ou justifiées. Cependant, pour écarter ces menaces, il faut prendre en considération le contexte accablant qui est souvent exploité et exacerbé par les extrémistes en de nombreuses sociétés. Parfois, la réalité de l'exclusion sociale et de l'inégalité est aggravée par la persistance de situations de domination et d'injustice qui empêchent les peuples et les nations de mettre en place les conditions nécessaires à la construction d'un avenir digne et souverain.

En tant que société multiethnique et multiculturelle, composée principalement de populations d'origine autochtone, européenne et africaine, le Brésil attache une grande valeur à la diversité de l'expérience humaine. Les immigrants des quatre coins du monde ont été accueillis dans notre pays et ont enrichi notre culture de leurs apports. Les Brésiliens sont fiers de leurs origines multiples. Un processus de dialogue en évolution constante et dans lequel les parties se renforcent mutuellement, les interactions et les échanges entre les cultures ont laissé leurs empreintes dans toutes les manifestations de notre société. Aussi la diversité fait-elle partie intégrante de notre identité, en même temps qu'elle est la pierre angulaire de ses fondations.

Les Brésiliens, qu'ils soient de religion chrétienne, juive ou musulmane, coexistent dans l'harmonie et œuvrent en faveur de la justice sociale et de la prospérité de leur pays. Le Brésil est déterminé à combattre les graves inégalités accumulées depuis les premières étapes de son développement. La politique gouvernementale appliquée vise, depuis quelques années, à réduire la pauvreté et à éradiquer la faim. À ce stade, les résultats sont encourageants.

Ainsi, dans la perspective du Brésil, la compréhension et la coopération entre différentes cultures et religions sont non seulement possibles, mais elles constituent un objectif. À l'ONU, nous devons faire de notre mieux pour comprendre les causes

profondes de l'extrémisme et contribuer à promouvoir un environnement qui ne permette pas au fanatisme de prospérer. La promotion de dialogues entre les religions et les cultures tel que celui d'aujourd'hui sont extrêmement utiles.

Le Brésil appuie fermement l'Alliance des civilisations, initiative lancée par le chef du Gouvernement espagnol en 2005 et parrainée par le Premier Ministre turc. Nous travaillerons, au sein du Groupe d'amis, avec le Haut Représentant du Secrétaire général pour l'Alliance des civilisations, M. Jorge Sampaio, ancien Président du Portugal, afin de favoriser la réalisation des objectifs de promotion de la compréhension et de la tolérance entre les diverses cultures et civilisations.

La liberté culturelle suppose que l'on est à même de choisir sa propre identité sans cesser de respecter les autres ni être exclu des autres choix de vie possibles. Chacun veut jouir de la liberté de pratiquer sa propre religion, de parler sa propre langue et de célébrer son propre héritage ethnique ou religieux sans crainte de discrimination.

Les États doivent relever le défi de satisfaire à ces exigences. Bien gérées, ces exigences apporteront une plus large diversité culturelle et enrichiront la vie de tous. Dans le cas contraire, elles pourraient entraîner la xénophobie, encourager des programmes conservateurs et faire obstacle à la diffusion d'idées, de connaissances et de compétences nouvelles.

La mondialisation conduit les peuples et les cultures à une interaction croissante. Cet état de fait exige un plus grand respect de la diversité, ainsi qu'un attachement plus fort aux valeurs et aux principes universels, qui valident cette approche. Il vaut la peine de rappeler le consensus de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne en 1993 :

« Tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés [...] S'il convient de ne pas perdre de vue l'importance des particularismes nationaux et régionaux et la diversité historique, culturelle et religieuse, il est du devoir des États, quel qu'en soit le système politique, économique et culturel, de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales. »  
(A/CONF.157/23, première partie, par. 5)

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Adrian Neritani, Chef de la délégation de l'Albanie.

**M. Neritani** (Albanie) (*parle en anglais*) : Je voudrais féliciter le Président de l'Assemblée générale ainsi que les Philippines et le Pakistan qui ont coparrainé cette initiative importante et opportune. Étant donné la tournure que prennent les affaires du monde, la question du dialogue entre les religions et la culture du compromis ainsi que la coopération, méritent que l'on s'y intéresse de près et que l'on agisse.

Le dialogue a toujours constitué un instrument clef s'agissant d'édifier la paix dans l'esprit des hommes. Les civilisations sont, par essence, interculturelles; elles ont été, et continuent d'être enrichies par les contacts, les échanges, le dialogue entre les peuples et leur capacité à changer de manière naturelle et à s'adapter au passage du temps. Dans ce contexte, nous appuyons le rôle de l'Alliance des civilisations et d'autres initiatives qui favorisent la réalisation de ces objectifs.

Les Albanais ont une tradition de tolérance et sont opposés à toute forme d'extrémisme. L'Albanais moyen grandit dans un climat où les différences religieuses sont naturelles. Le fait qu'un Albanais soit musulman, orthodoxe ou catholique ne trace pas une ligne de démarcation entre lui et les autres. Voilà, entre autres, les éléments qui ont été à la base de notre tolérance innée et naturelle. La tolérance religieuse qui prévaut entre les Albanais n'est pas un trait de caractère développé à l'époque contemporaine ou façonné par l'éducation ou l'école. C'est une tradition multiséculaire. La tolérance des trois religions est étroitement liée à la nation et à son existence. Elle fait partie de son essence et plonge au cœur même des fondements de la nation, elle a été apprise durement à travers les difficultés de la vie et de l'histoire.

La tolérance entre les Albanais n'est pas uniquement religieuse, elle est aussi linguistique et ethnique. La coexistence de trois religions en Albanie est une tendance particulière dans une région où la religion a souvent été liée au nationalisme et où des guerres fratricides ont été menées au nom de la croyance. Donner un caractère ethnique à une religion s'est avéré mauvais et dangereux. Les guerres sont les ennemies de la religion, car elles la dénaturent.

Au cours de cette dernière décennie, les Balkans ont traversé des épreuves qui, conjuguées à des politiques nationalistes, se sont soldées par des

tragédies humaines. Nous espérons sincèrement en finir au plus vite avec ce qui reste de ces politiques et/ou de ces politiciens ou de leurs agents, ce qui permettra à notre région de prospérer et de se développer naturellement, comme elle le mérite. Les politiques nationalistes, qui sont bien souvent menées avec un grand fanatisme et prônent même parfois la purification ethnique, s'opposent ouvertement à cette tendance. Il serait plus utile d'aborder les questions de manière réaliste que de faire de la rhétorique.

En reconnaissance de la situation exceptionnelle de l'Albanie sur le plan de l'harmonie entre les religions, un Sommet régional sur le dialogue interconfessionnel et interethnique s'est tenu il y a quelques années à Tirana, la capitale albanaise, sous les auspices du Directeur général de l'UNESCO et du Gouvernement albanais. Ce Sommet a permis de mettre en commun les expériences nationales et régionales, d'élaborer un cadre de coopération et de recenser des initiatives et des programmes concrets propres à favoriser la prospérité, le développement et, surtout, la paix dans toute la région. À cette occasion, les chefs d'État et de gouvernement et les autres participants représentant tous les pays de l'Europe du Sud-Est ont adopté la Déclaration du Sommet de Tirana, qui a, pour la première fois, précisé la contribution apportée par le dialogue entre les religions et les convictions à un dialogue plus général.

À Tirana, les dirigeants et les décideurs de l'Europe du Sud-Est se sont engagés

« à éduquer une nouvelle génération d'Européens dans un esprit d'intégration, en lui instillant le sens du pardon à la place de la haine, en encourageant la tolérance, la compréhension et la coexistence plutôt que le conflit et la violence, en renforçant l'éducation civique et en respectant les droits de l'homme ».

Ils ont également fait ressortir la diversité et le patrimoine culturels en tant que vecteurs d'identité et qu'instruments de réconciliation en définissant le patrimoine culturel, sous ses formes matérielles et immatérielles, comme un élément indivisible incarnant les valeurs symboliques des identités culturelles. Ils ont en particulier lancé un appel pour mettre à profit les technologies de l'information et des communications et

« leur potentiel intrinsèque pour promouvoir la liberté d'expression, qui est la pierre angulaire de toute société démocratique et qui trouve son corollaire dans la liberté de la presse ».

Point très important, la Déclaration de Tirana a souligné que

« [t]ous les dirigeants religieux, comme les autres chefs de file de la société civile et des communautés, ont la capacité d'exercer une influence morale et positive sur la manière dont les individus se comprennent les uns les autres et interagissent dans la société ».

Concilier la liberté et l'égalité dans nos pays et au-delà est un effort qui mérite d'être fait.

Aujourd'hui, on reconnaît de plus en plus que le dialogue entre les religions doit être élargi pour contribuer activement à la cohésion et à la stabilité sociales et à la compréhension mutuelle partout dans le monde. Les dirigeants religieux sont appelés à renforcer, au sein de leurs congrégations, les préceptes du dialogue entre les civilisations, les cultures et les peuples, et notamment l'ensemble de valeurs éthiques qui sont communément admises. Comme le résume la Déclaration de Tirana, « la religion ne doit pas faire partie du problème mais de la solution ».

Le pluralisme religieux pacifique de l'Albanie est important pour le pays, pour les Balkans et au-delà. C'est un modèle de coexistence entre les religions. Même s'il est lié à l'homogénéité ethnique, sa valeur dépasse les frontières nationales et rejoint les valeurs des sociétés démocratiques.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Akec Khoc, Chef de la délégation du Soudan.

**M. Khoc** (Soudan) (*parle en anglais*) : Je suis très honoré de représenter le Soudan, mon pays, dans ce Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et la coopération pour la paix, qui revêt une grande importance pour le Soudan.

Je ne peux que souscrire à l'opinion exprimée par le Président de l'Assemblée générale à la 17<sup>e</sup> séance : « Nous réaffirmons les valeurs consacrées dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Toutefois, et cela est encore plus important, nous prenons ce faisant des mesures concrètes pour promouvoir ces valeurs de par le monde ». Ce besoin a été clairement exprimé lors du débat général et par toutes les régions du globe. Je tiens à m'associer aux orateurs précédents pour féliciter le Président de l'Assemblée générale de sa direction éclairée, de même que les deux auteurs de l'initiative, les Philippines et le Pakistan.

Au Soudan, l'islam et le christianisme ont toujours coexisté et entretenu des liens. Cependant, il est arrivé que des conflits les opposent, liés au contrôle des ressources économiques plutôt qu'à la violence et à l'extrémisme. Nos relations avec les peuples, les cultures et les religions voisins étaient et restent fondées sur le dialogue. Compte tenu de la facilité qu'il y a à se déplacer de part et d'autres de ses frontières, le Soudan est un pays de cultures et de religions diverses d'où nous puisons notre force. On ne saurait trop insister sur le fait que le pluralisme ne pourra pas rester un facteur de cohésion s'il ne demeure pas enraciné dans la coopération, le dialogue harmonieux et une culture de paix, de stabilité et de sécurité. Notre situation géographique dans la corne de l'Afrique, où nous avons des frontières communes avec neuf pays, sans compter un dixième de l'autre côté de la mer Rouge, exige que nous instaurions des mécanismes de dialogue efficaces si nous désirons entretenir des relations harmonieuses avec tous ces voisins.

Il y a plus de 300 groupes culturels au Soudan. Le dialogue et la coopération entre les cultures ont donc toujours été au cœur de nos relations. Cependant, les évolutions du XXI<sup>e</sup> siècle, les technologies cybernétiques et autres exigent que ce dialogue et cette coopération soient intensifiés et amplifiés. Nous en avons besoin, nous le réalisons aujourd'hui plus que jamais.

La Constitution nationale intérimaire et les lois qui en découlent protègent et promeuvent le dialogue, la tolérance, la coopération entre les religions et le respect de la diversité religieuse et culturelle. Elles disposent que la citoyenneté se fonde sur un certain nombre de droits, qui sont parfois contradictoires. Le dialogue demeure donc le choix le plus pertinent pour régler ces questions et d'autres qui risquent de faire obstacle à notre coexistence pacifique dans le pluralisme.

La conclusion de l'Accord de paix global entre le nord et le sud du Soudan en janvier 2005 et d'autres accords de paix ultérieurs ont étayé cette dimension pluraliste. Ainsi, la constitution d'un gouvernement d'unité nationale où presque toutes les parties étaient représentées, y compris diverses confessions et diverses sectes au sein de ces confessions, a notamment exigé de longues séances faisant la part belle à un dialogue ouvert, à la coopération et à la tolérance.

À l'heure de la mondialisation, nous ne saurions nous contenter de mesures au niveau national. Nous

devons coexister et entretenir des relations avec toute la famille des nations et des peuples du monde. Nous appelons toutes les parties prenantes, publiques et privées, nationales et internationales, à reconnaître les droits légitimes de tous les peuples à affirmer leurs identités religieuses et culturelles par le biais du dialogue. De même, nous encourageons toutes les organisations régionales à renforcer leurs institutions chargées de la coopération entre les religions et les cultures ou, le cas échéant, à en créer.

Je voudrais terminer en réaffirmant l'importance du préambule de la Constitution de l'UNESCO – « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix » – pour encourager une coexistence pacifique dans l'esprit de l'Alliance des civilisations.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Alexei Tulbure, Chef de la délégation de Moldova.

**M. Tulbure** (Moldova) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je tiens à souligner que Moldova souscrit sans réserve à la déclaration prononcée par le représentant du Portugal au nom de l'Union européenne. J'ajouterai cependant quelques remarques.

C'est pour moi un plaisir particulier de m'adresser aux participants au Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix. Au nom du Gouvernement de la République de Moldova, je félicite la présidence de l'Assemblée générale et les coorganisateurs, les Philippines et le Pakistan, d'avoir préparé et convoqué cette réunion importante.

Pendant nos débats, de nombreuses délégations ont parlé du dialogue entre les cultures et les religions en soulignant l'importance de la coexistence pacifique des nations et en louant les valeurs de tolérance et d'entente mutuelle. À l'heure de la mondialisation, peuples, religions et cultures interagissent et s'influencent les uns les autres d'une manière inconcevable pour nos prédécesseurs, mais cruciale pour nos successeurs. Par conséquent, la volonté générale de surmonter les divisions, les oppositions et les conflits anciens et de lancer et entretenir un dialogue véritable entre les civilisations, sur la base de la compréhension, de la tolérance et du respect mutuel, donne de l'espoir aux peuples de notre village mondial.

Moldova, qui jouit d'une histoire, d'une culture et de traditions riches et anciennes, a été pendant des siècles un nœud d'échanges entre des peuples et des cultures dissemblables, du fait qu'il est situé à un carrefour historique entre l'Asie et l'Europe. Les représentants de divers groupes ethniques, les locuteurs de nombreuses langues et les fidèles de différentes religions ont trouvé en Moldova un foyer. La population de notre pays multiethnique a développé un sens exceptionnel de la tolérance qui est devenu caractéristique de la mentalité nationale moldove.

Fondée sur ces expériences historiques, et intégrant les principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, notre Constitution déclare Moldova patrie commune et indivisible de tous ses citoyens. L'État reconnaît et garantit à ces derniers le droit de préserver, de développer et d'exprimer leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse.

En 2004, une nouvelle loi a été promulguée qui portait adoption du concept de politique nationale de l'État moldove. La tolérance et le respect des langues, des cultures et des religions de toutes les communautés ethniques vivant à Moldova ont été déclarés conditions indispensables de la souveraineté politique et de la paix civile dans notre pays. Moldova a dit sa détermination à bâtir une société multiethnique harmonieuse, fondée sur les principes du libéralisme et du pluralisme ethniques et linguistiques.

La liberté de conscience et de culte est garantie au titre de la loi suprême du pays, qui dispose que ses manifestations doivent être conformes à un esprit de tolérance et de respect réciproque. Dans leurs relations mutuelles, les cultes religieux n'ont pas le droit de recourir, d'en appeler ou d'inciter à la haine ou à l'hostilité. La loi interdit et punit toute action haineuse à caractère ethnique, racial ou religieux et toute incitation à la discrimination.

Récemment, le Parlement moldove a adopté une loi sur les cultes religieux qui vise à moderniser la législation du pays et à la mettre en conformité avec les normes internationales, notamment la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et son Protocole. S'agissant du Conseil de l'Europe, je tiens à souligner combien nous apprécions ses efforts et avec quelle impatience nous attendons de voir la conclusion de ses travaux sur le document détaillé connu sous le nom de livre blanc sur le dialogue interculturel. Ce livre blanc attribue cinq

tâches au dialogue interculturel : faire progresser la gouvernance démocratique de la diversité culturelle; renforcer la participation et la citoyenneté démocratiques; acquérir et enseigner des compétences interculturelles; créer des espaces de dialogue interculturel; et développer le dialogue interculturel dans les relations internationales. Nous sommes convaincus que ces tâches sont importantes pour nous tous.

Dans son histoire récente, la République de Moldova a fait l'expérience amère d'un conflit interne qui a entraîné la sécession et l'isolement d'une partie de son territoire. Les responsables politiques, les universitaires et les chercheurs de différents pays ont examiné en détail la nature du conflit et se sont accordés à dire qu'il n'avait pas d'origine religieuse, ethnique ou culturelle. Malheureusement, les intérêts économiques et politiques de certains individus et groupes sans scrupules ont encore pour effet de déchirer des familles, des communautés culturelles et religieuses et des groupes ethniques, en leur refusant l'exercice des droits les plus fondamentaux et faisant obstacle à la libre expression des identités et des convictions.

Les conflits du monde absorbent des ressources et un temps considérables, ce qui met notre développement en péril. Les gouvernements et les sociétés s'efforcent de les régler, de surmonter leurs séquelles et de jeter des ponts entre les communautés, les peuples et les individus. Beaucoup d'expériences, de méthodes et de stratégies différentes ont été exposées à cette tribune, hier et aujourd'hui, mais j'aimerais néanmoins insister une fois de plus sur l'importance de l'éducation dans la promotion de la tolérance, du respect et de la compréhension mutuelle.

L'éducation, en particulier à l'école, joue un rôle clef dans la construction des sociétés pluralistes et inclusives. Cependant, les lois et réglementations ne sauraient à elles seules lui donner un caractère pacifique et tolérant. Il est de la plus haute importance de former les enseignants et d'élaborer des manuels et des programmes scolaires qui inculquent la compréhension mutuelle, la tolérance, la protection des droits de l'homme, ainsi que la connaissance et le respect des cultures, des peuples et des pays étrangers. À cet égard, nous saluons les activités et les programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organisations internationales et régionales qui se proposent de

promouvoir la paix, la tolérance et la diversité culturelle par le dialogue et l'éducation.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer que mon pays, Moldova, appuie fermement la mise en place de l'Alliance des civilisations. Nous nous réjouissons de la nomination de Jorge Sampaio, ancien Président du Portugal, au poste de Haut Représentant du Secrétaire général pour l'Alliance des civilisations. Nous sommes convaincus qu'avec la participation concrète des États Membres, nous ferons progresser le dialogue et la compréhension mutuelle entre les cultures et religions du monde entier.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. l'archevêque Dominique Mamberti, Secrétaire de l'État observateur du Saint-Siège chargé des relations avec les États.

**L'archevêque Mamberti** (Saint-Siège) (*parle en anglais*) : Afin de répondre à votre souhait de brièveté, Madame, ma délégation est en train de distribuer un texte écrit, dont je vais lire une version abrégée.

Il ne peut y avoir de paix sans compréhension et coopération entre les religions. Il ne peut y avoir de compréhension et de coopération entre les religions sans liberté de religion. La préservation et la promotion de la liberté de religion pour tous suppose que les États agissent et fassent montre de responsabilité en la matière.

Les États et les organisations internationales sont appelés à approuver et appliquer les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des instruments internationaux associés, tels que la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction.

Le plein exercice de la liberté de religion est fondé sur le respect de la raison humaine et la capacité de celle-ci à connaître la vérité. Il assure une ouverture à la transcendance en tant que garantie indispensable de la dignité humaine. Il permet à toutes les religions de manifester publiquement leur propre identité, libres de toutes pressions poussant à la cacher ou la déguiser. La liberté de religion comprend le droit de propager sa foi et le droit d'en changer. Le respect de la liberté de religion démasquerait certains terroristes qui invoquent la religion pour tenter de justifier des actes injustifiables.

Si la violence continue de survenir entre des groupes religieux, il convient d'encourager les

programmes de lutte contre l'incitation à la haine au sein de la société civile, surtout ceux lancés par des groupes locaux appartenant à des alliances interconfessionnelles. La lutte contre l'incitation à la haine passe par l'éducation et la mobilisation des dirigeants religieux et de la population pour s'opposer aux discours de haine et autres actions publiques cherchant à susciter la violence sectaire.

Les minorités religieuses ne demandent pas de protection particulière ni de statut spécial, tant que leur droit de pratiquer librement leur religion est pleinement garanti et qu'elles ne subissent pas de discrimination en raison de leur religion. En réalité, elles devraient jouir des mêmes droits civiques que le reste de la population et les membres de la religion majoritaire – par exemple pour ce qui est de la construction ou de la restauration de leurs lieux de culte.

Les rencontres internationales de haut niveau entre représentants religieux pour prier ensemble en faveur de la paix et la promouvoir se sont avérées fructueuses et devraient être reproduites aux niveaux national et local. En effet, la prière et les bonnes intentions ne sont authentiques que si elles se traduisent par des gestes concrets à tous les niveaux. Si les religions veulent bâtir la paix, elles doivent enseigner le pardon. De fait, il ne peut y avoir de paix sans justice ni de justice sans pardon. Les communautés religieuses peuvent aussi contribuer activement à la paix en dispensant à leurs membres leurs enseignements sur la paix et la solidarité.

Par la promotion de programmes œcuméniques centrés sur la coopération pour le développement, nous pouvons aussi susciter le dialogue et contribuer réellement à l'établissement de la paix dans des sociétés frappées par des conflits, en accompagnant des groupes locaux dans les domaines de la lutte contre les incitations à la haine, de l'éducation à la paix et la non-violence, de la transformation des conflits et de la négociation.

À un moment où l'on parle de plus en plus, dans certains cercles, d'un prétendu choc des civilisations, les religions ont un rôle particulier à jouer pour tracer de nouvelles voies vers la paix, unies dans la même démarche et en collaboration avec les États et les organisations internationales. Afin d'habiliter les religions à endosser pleinement ce rôle, nous devons tous œuvrer de concert pour garantir que la liberté de religion soit reconnue, préservée et promue par tous et partout. Pour que ce Dialogue de haut niveau porte ses

fruits, le message que nous portons aujourd'hui doit dépasser le cadre de cette salle et toucher tous les individus et toutes les communautés de croyants dans le monde entier.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : En application de la résolution 3369 (XXX) de l'Assemblée générale, du 10 octobre 1975, je donne maintenant la parole à S. E. M. Ekmeleddin Ihsanoglu, Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique.

**M. Ihsanoglu** (Organisation de la Conférence islamique) (*parle en anglais*) : Je vais prononcer une version abrégée de ma déclaration, dont le texte intégral sera mis à la disposition des délégations.

Nous avons écouté avec beaucoup d'attention le riche débat général qui a débuté hier sur le sujet de la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix. Je n'ai nulle intention de répéter ce qui a déjà été dit par les orateurs qui m'ont précédé. Je tiens plutôt à faire observer qu'il y a un très large accord sur l'importance de l'entente entre les religions et les cultures pour consolider la paix et pour assurer la sécurité et la prospérité dans le monde entier.

Nous, membres de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), partageons pleinement cette conclusion. Nous avons exprimé nos remerciements et notre gratitude au Pakistan et aux Philippines, les deux auteurs de cette initiative vivement appréciée – dont l'objet est actuellement une préoccupation majeure de la communauté internationale et l'un des grands défis de l'humanité.

C'est pour la même raison que nous nous sommes félicités de l'idée d'Alliance des civilisations, qui gagne du terrain. Nous nous sommes déjà engagés à œuvrer avec diligence pour en garantir la réussite. Après avoir participé pendant près de 10 ans aux débats sur la question du dialogue entre les civilisations et avoir lancé le Dialogue entre les civilisations en 1998, l'OCI a réussi à faire inscrire cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Nous avons aussi ressenti une vive satisfaction lorsque l'Assemblée a fait de 2001 l'Année du dialogue entre les civilisations et a organisé bien des activités et programmes en ce sens partout dans le monde. Nous nous félicitons aujourd'hui de voir cette question commencer à occuper une place de premier plan parmi les préoccupations de la communauté internationale et d'assister à la multiplication des dialogues interconfessionnels. Le Dialogue de haut

niveau d'aujourd'hui est une manifestation de plus de l'importance accordée à cette question.

Cela dit, force nous est d'admettre que l'on n'a guère progressé pour ce qui est de passer du débat à l'action concrète. Très peu de programmes ou de projets ont pu parvenir au stade de la mise en œuvre. Il y a eu encore moins de tentatives de régler des conflits sur la base des fondements de la foi. C'est pourquoi nous sommes fermement convaincus que le dialogue et la compréhension œcuméniques ne doivent pas être que des slogans creux, dépourvus de substance.

Nous avons grand besoin de mesures pratiques et concrètes pour agir sur cette question, dont dépend le sort de la paix et de la sécurité mondiales. C'est dans cette perspective que nous nous sommes félicités du nouveau programme de l'Alliance des civilisations, qui s'attache à aborder les questions de la jeunesse, de l'éducation, des médias et de l'immigration sous un angle pratique. Il ne fait aucun doute que ces questions sont une grave source de frictions dans les relations internationales.

De même, nous pensons qu'il n'y a pas d'autre solution que le dialogue. Le dialogue est le seul moyen de parvenir à la compréhension. Il est indispensable pour jeter des ponts et ouvrir la voie à la communication entre religions et cultures.

Il nous semble qu'il existe certaines lacunes dans les manières de concevoir le dialogue et de le mener. Certains parmi nous parlent du dialogue comme d'un but en soi, sans rien envisager au-delà. D'autres parlent du dialogue sans avoir la volonté politique de parvenir à un véritable résultat positif. Certains groupes ne perçoivent pas la nécessité de pratiquer le dialogue sur la base d'une estime égale envers les différentes traditions et cultures. D'autres prétendent représenter la vérité de façon exclusive ou être supérieurs à d'autres.

En raison de ces facteurs et d'autres, nous nous sommes trouvés dans l'impossibilité d'aller de l'avant comme nous avions tous prévu de le faire. Nous pensons que, si nous voulons remédier à ces lacunes, nous ne devons pas chercher dans le dialogue œcuménique à parvenir à des accords en matière de doctrine, mais plutôt à nous ouvrir davantage aux autres et à les apprécier. Le dialogue doit aussi s'appuyer sur des valeurs partagées par tous dans le monde contemporain.

En outre, le dialogue doit avoir pour objectif une mondialisation éthique dans laquelle chaque civilisation

conserve son identité, contribuant ainsi à la création d'un esprit d'humanité partagée et de respect pour tous.

À propos de déontologie, l'Organisation de la Conférence islamique a préconisé une mesure pratique afin de réduire les tensions créées par l'une des questions les plus délicates auxquelles a à faire face le monde d'aujourd'hui, une mesure propre à garantir le respect de toutes les religions et de toutes les convictions. Nous avons en effet proposé qu'un accord assorti de dispositions juridiques soit examiné et adopté afin d'interdire la diffamation des religions ou de leurs symboles sacrés. Ce faisant, nous endiguerons les agissements qui visent à empoisonner les relations entre les adeptes de différentes religions en arguant de la liberté d'expression.

À une époque où nombreux sont ceux qui saluent l'esprit de dialogue interconfessionnel et interculturel et la reconnaissance de la diversité, beaucoup de musulmans dans le monde vivent dans des conditions qui sont loin d'être le reflet de cet état d'esprit ou de cette reconnaissance. Dans une grande partie du monde, des campagnes à grande échelle et des propos de haine attaquent et dénigrent l'islam, et les musulmans sont en butte à l'injustice et à la discrimination. Je parle ici de l'islamophobie. Toutes les institutions occidentales qui suivent ce phénomène en Europe signalent qu'il est en progression et qu'une nouvelle forme de discrimination a vu le jour, fondée sur la haine de l'islam.

Je n'ai pas soulevé ce problème pour me plaindre, mais plutôt pour mettre en lumière la pertinence et l'importance de notre réunion d'aujourd'hui. Lorsque nous parlons d'islamophobie, il ne s'agit pas de simples mots, mais de faits bien réels sur le terrain. Tout le monde, je pense, convient qu'actuellement, les relations tendues entre le monde musulman et l'Occident, résultat de facteurs politiques, culturels et religieux, constituent l'une des plus grandes menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales.

Pour remédier à ce problème extrêmement troublant sur une base politique tout autant que pratique, je n'ai cessé d'insister sur la nécessité pour l'islam et le christianisme de convenir d'une réconciliation historique qui rapprocherait ces deux religions, éliminerait les vieilles rancunes et préparerait la voie à un avenir prometteur. Il y a quelques décennies, nous avons assisté au succès d'une telle tentative entre le christianisme et le judaïsme. En cette ère de mondialisation, une réconciliation historique

entre l'islam et le christianisme serait un événement au retentissement historique qui toucherait près de la moitié de l'humanité. Les deux grandes religions du monde ne peuvent pas laisser leur relation être définie selon des paradigmes obsolètes et antagoniques. Nous sommes convaincus que si nous parvenons à aplanir cet obstacle majeur, le monde entier sera plus sûr, plus pacifique et plus prospère.

Œuvrons ensemble à promouvoir la paix et la cohésion sociale. Employons-nous à favoriser la liberté de religion et de conviction afin de triompher de l'extrémisme, des stéréotypes, des préjugés, de l'ignorance et de l'indifférence. Soyons un instrument de Dieu, un instrument de paix et d'un océan infini d'amour et d'harmonie.

*La séance, suspendue à 18 h 25 le vendredi 5 octobre, est reprise le lundi 8 octobre, à 10 heures.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne la parole au chef de la délégation de l'Inde, S. E. M<sup>me</sup> Ruchi Ghanashayam.

**M<sup>me</sup> Ghanashayam** (Inde) (*parle en anglais*) : L'Inde est heureuse de participer à ce dialogue de haut niveau sur l'entente et la compréhension entre les religions et les cultures. Pays qui se trouve historiquement au confluent de plusieurs religions et cultures, l'Inde estime que des dialogues de ce type sont utiles pour promouvoir le message de paix et d'harmonie auquel nous sommes tous profondément attachés. L'ouverture de notre société se démontre par le nombre d'adeptes appartenant à la plus nombreuse minorité de l'Inde, à savoir les musulmans. Avec près de 150 millions de musulmans, l'Inde arrive au second rang mondial des pays comptant une population musulmane. Les hindous, les musulmans, les chrétiens, les sikhs et d'autres occupent les plus hautes positions dans le pays.

La tolérance de notre société tient à notre croyance selon laquelle tous les chemins conduisent au même endroit. Le respect de toutes les religions et de toutes les cultures ne fait pas simplement partie de notre patrimoine et de notre héritage culturels, c'était aussi un article de foi pour ceux qui ont lutté pour notre liberté. C'est cet engagement qui a conduit l'Inde au laïcisme et à la démocratie après son indépendance. Les dirigeants de l'Inde moderne restent fermement décidés à œuvrer pour l'harmonie et la coexistence entre les religions et les cultures.

Il n'est donc pas surprenant que l'Assemblée générale ait décidé à l'unanimité, dans sa résolution 61/271, de déclarer le 2 octobre, jour de la naissance du Mahatma Gandhi, Journée internationale de la non-violence. L'Assemblée générale a observé cette première journée en organisant une séance plénière informelle la semaine dernière.

C'est en encourageant une culture d'inclusion que l'on peut promouvoir l'entente entre les religions et les cultures. La démocratie et la possibilité d'un dialogue démocratique contribuent de façon positive à l'harmonie entre les religions et les cultures. Les pays qui offrent les mêmes chances à tous leurs citoyens et où sont exercés le laïcisme, la liberté et la démocratie sont largement en mesure de promouvoir l'harmonie entre leurs citoyens.

L'éducation scientifique moderne favorise le développement des pays et des sociétés. C'est en acquérant des compétences par une éducation moderne que les citoyens pourront participer activement au processus d'édification du pays. L'éducation et le développement constituent aussi des remparts contre l'extrémisme et le fondamentalisme. L'Inde a une forte tradition d'éducation scientifique. Elle a beaucoup progressé dans le domaine de l'enseignement supérieur. Il faut reproduire ces efforts dans les régions de l'Asie du Sud, où les programmes scolaires demeurent périmés et de nature à semer la division et où de vastes pans du système éducatif restent dépourvus de systèmes et préceptes modernes, ce qui engendre l'extrémisme et le fondamentalisme.

Un message clair que le présent dialogue devrait transmettre est qu'il faut rejeter sans détour l'extrémisme et la violence. Les sociétés modernes ne peuvent ni ne doivent tolérer la violence. Il faut éliminer l'appui de l'appareil d'État à l'extrémisme, qu'il soit délibéré ou accidentel, qu'il serve des intérêts internes ou externes, et tous les États devraient faire des efforts déterminés pour empêcher la propagation de l'extrémisme, du fondamentalisme et du terrorisme.

Le dialogue d'aujourd'hui sur ce sujet à l'Assemblée générale ne pourra contribuer de manière importante et positive aux efforts de la communauté internationale pour promouvoir l'entente entre les religions et les cultures que s'il est sincère et apolitique. Tenter d'introduire un programme politique de façon détournée ou d'utiliser ce dialogue à des fins politiques à court terme sape la crédibilité même de ces efforts.

L'Inde appuie tous les efforts sincères visant à promouvoir la compréhension entre les religions et les cultures. Dans ce contexte, nous nous félicitons de la nomination de M. Jorge Sampaio, ancien Président du Portugal, à la fonction de Haut Représentant du Secrétaire général pour l'Alliance des civilisations. Nous avons toujours eu la volonté de faire part de notre propre expérience de la paix et de l'harmonie, que nous vivons depuis des siècles, à toutes les religions et toutes les communautés.

Nous pensons que, dans notre monde moderne, la compréhension entre les religions et les cultures ne pourra être atteinte que si, tout d'abord, les États laissent la culture de l'inclusion et de la tolérance se développer à l'intérieur de leurs propres sociétés.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Andreas Mavroyiannis, Chef de la délégation de Chypre.

**M. Mavroyiannis** (Chypre) (*parle en anglais*) : J'aimerais commencer par dire que Chypre souscrit entièrement à la déclaration prononcée par le Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération du Portugal, au nom de l'Union européenne. Nous nous félicitons de ce Dialogue de haut niveau sur l'entente entre les religions et les cultures, qui à notre avis, est particulièrement bien adapté au cadre de l'ONU, étant donné sa représentativité mondiale. Nous pensons que l'objectif principal de ce dialogue n'est pas de faire un échange théorique de points de vue, mais de rattacher les résultats du Dialogue aux buts et objectifs de l'ONU.

Chypre est fière d'avoir accueilli, en coopération avec la Malaisie, la deuxième Réunion Asie-Europe du forum de Dialogue interconfessionnel tenue en juillet 2006, qui a examiné la question de l'entente et de la coopération entre les religions pour un monde pacifique. Cette réunion a permis d'identifier les moyens par lesquels les adeptes de différentes fois peuvent avancer dans l'harmonie et l'entente vers une coopération fructueuse et constructive, et ce, grâce à un dialogue solide et permanent.

Ces dernières années, de nombreuses initiatives visant à approfondir le dialogue entre les cultures et les religions ont été prises. Nous appuyons les initiatives qui contribuent à codifier des valeurs collectives que chacun d'entre nous peut facilement comprendre et s'approprier – sans qu'une culture ou une religion n'en domine une autre et sans rechercher une homogénéité culturelle au détriment du patrimoine mondial riche et divers qui rend l'humanité si intéressante.

Nous pensons que ce n'est que par ce dialogue que nous pourrions identifier les points sur lesquels chevauchent nos croyances, nos attitudes et nos habitudes respectives. Sans toutefois compromettre aucun aspect de nos cultures uniques, c'est cette convergence qui nous permettra de comprendre ce qui est universellement applicable et de nous en servir pour le bien commun de l'humanité. Il s'agit entre autres des objectifs universels tels que la protection des droits de l'homme, mais aussi de la prévention d'incompréhensions culturelles qui pourraient nuire au maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi qu'à d'autres tâches essentielles pour la mission de l'ONU.

Tout cela est bien évidemment subordonné au respect inconditionnel dont nous devons faire preuve les uns à l'égard des autres et au droit absolu de chacun d'avoir ses propres points de vue et convictions, indépendamment des nôtres. C'est par un tel respect que l'envie de connaître l'autre grandira, que l'on pourra intégrer une perspective internationale dans l'éducation et les médias, diffuser des informations justes sur les cultures et les religions et, en fin de compte, sensibiliser les autres à la complexité et à la profondeur historique de notions qui au départ peuvent sembler incompatibles avec les nôtres.

La diversité fait partie intégrante de la nature humaine. La richesse de la civilisation humaine provient dans une large mesure de la relation dialectique entre les religions et les cultures et de l'interaction entre celles-ci à différentes étapes de leur histoire. C'est en promouvant ce dialogue que nous pourrions accroître à travers le monde la liberté individuelle et collective, renforcer le respect des droits de l'homme et parvenir à un plus complet développement économique et politique.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. Mohammad Khazaei, Chef de la délégation de la République islamique d'Iran.

**M. Khazaei** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Puisque c'est la première fois que je prends la parole devant l'Assemblée générale, je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, vous féliciter de votre élection à la tête de cet organe et vous assurer que vous-même et votre bureau pourrez compter sur l'appui entier et la coopération totale de ma délégation tout au long de votre mandat. Je vous remercie également d'avoir organisé le présent Dialogue à un moment aussi crucial.

Nous sommes réunis ici pour débattre de l'importante question du dialogue entre les cultures et les religions, tel que prévu dans la résolution 61/221 de l'Assemblée générale, dont mon pays s'est porté coauteur. Nous sommes d'avis qu'il faut encourager le dialogue entre les religions, les cultures et les civilisations. C'est dans cet esprit que nous avons tenu le mois dernier, à Téhéran, la réunion du Mouvement des pays non alignés sur les droits de l'homme et la diversité culturelle.

Les séances actuelles sont consacrées à deux nobles causes : le dialogue et la coopération entre les religions dans l'intérêt de la paix. Je partage l'opinion que toute perception erronée de la religion, qui ignore sa place prépondérante dans la vie personnelle et sociale de tout un chacun, assombrit l'histoire contemporaine. Il ne fait aucun doute que la société humaine doit revoir et approfondir sa conception de la religion pour lever les ambiguïtés et les idées fausses créées par des esprits malveillants et désireux de ternir l'image des religions révélées, ainsi que pour réveiller les consciences somnolentes. Malgré une forte opposition, les religions ne se sont pas confinées dans la sphère privée et ont trouvé un moyen d'entrer dans le domaine social et public.

Nous constatons également que la compréhension et le dialogue entre les religions contribuent à faire régner l'harmonie entre les religions. Nous entrons progressivement dans une nouvelle phase en répondant à l'appel en faveur de la coopération dans l'intérêt de la paix. De notre point de vue, cette évolution historique montre que la société humaine a atteint un nouveau stade de maturité. J'espère très sincèrement que cette tendance positive facilitera l'établissement de liens réciproques axés sur l'avenir entre tous ceux qui aspirent à la paix et croient dans la place prépondérante de la religion.

La paix, la solidarité et la compassion sont véritablement les principaux enseignements de l'islam et des autres religions révélées ; l'islam promeut et chérit le dialogue, la tolérance et la coexistence. Tout acte tendant à associer l'islam et ses nobles enseignements à la haine, au terrorisme, au dogmatisme et à l'extrémisme relève de manœuvres méprisables qui visent à salir l'islam et ses valeurs divines. Par définition et comme il en découle de ses enseignements, l'islam est une religion de paix et son saint prophète le messager de la miséricorde, de la compassion et de la tolérance.

Je suis ravi de pouvoir affirmer qu'en Iran, tous les adeptes des religions révélées coexistent dans la paix et l'harmonie depuis plusieurs siècles. Conformément à notre constitution ainsi qu'aux enseignements et valeurs islamiques, tous les chrétiens, juifs et zoroastriens sont libres de pratiquer leur religion. La constitution iranienne garantit aux représentants de ces religions un certain nombre de sièges au Parlement iranien. Ces représentants jouissent des mêmes droits et privilèges que leurs collègues musulmans. Par conséquent, mon gouvernement a pour principe de soutenir tout effort tendant à promouvoir le dialogue entre les religions, les cultures et les civilisations. D'ailleurs, le 26 septembre 2007, le Président de la République islamique d'Iran a organisé un tel dialogue avec plus de 150 représentants et spécialistes des confessions chrétienne et juive dans une église de New York.

Dans le même ordre d'idée, il est très satisfaisant de constater qu'un grand nombre de réunions sont organisées aux niveaux régional et international afin de débattre des grandes questions sous-jacentes au dialogue interconfessionnel. Comme on le voit aujourd'hui, cette importante question a été ajoutée à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Il est bon que l'ONU et les autres organisations internationales, mais aussi les associations régionales, soutiennent le dialogue et la coopération entre les religions dans l'intérêt de la paix. Toutefois, sachant que la communauté internationale a reconnu le poids fondamental des vues émanant du dialogue interconfessionnel dans les efforts de paix en cours, notre responsabilité s'en trouve considérablement accrue.

Les efforts collectifs engagés par les adeptes de différentes religions en vue de répandre la paix tendent vers un but fondamental : celui d'instiller le sens des responsabilités dans la société humaine. Pour que le dialogue en faveur de la paix aboutisse, il importe de prendre toutes les dispositions voulues pour conquérir les cœurs et les esprits. Dans cet effort collectif, toutes les composantes de la société, y compris les organes d'information et les dirigeants nationaux, doivent être consultées et invitées à défendre les nobles idéaux humains que sont la paix, la justice, la solidarité et la spiritualité. Le respect est une condition indispensable au dialogue, car un dialogue ne peut avoir lieu que si ses participants s'estiment et se respectent mutuellement. Par conséquent, l'ignorance et l'humiliation nuisent nécessairement au dialogue. Toute atteinte faite à une religion ou à une culture

donnée, surtout au grand jour, est contraire aux fondements mêmes des principes agréés. État à l'origine du dialogue entre les civilisations, la République islamique d'Iran est plus que prête à faire profiter de son expérience quiconque mène des projets analogues ou complémentaires, comme le dialogue et la coopération entre les religions et les cultures dans l'intérêt de la paix.

Il est regrettable qu'à l'heure actuelle, les questions internationales soient traitées suivant une approche unilatérale. De toute évidence, un tel procédé ne s'inscrit pas dans une quête de paix et, poursuivant des buts monopolistiques, il n'est pas exempt de mesures coercitives ou de menaces. Pour que des objectifs soient atteints, le droit international est foulé aux pieds et les organisations internationales trompées. Il convient par conséquent de pouvoir compter sur la présence énergique d'un forum international de coopération qui s'appuie sur la religion pour faire régner la paix et mettre en échec ceux qui ont des velléités de domination. Nous espérons très sincèrement que l'idée d'une coopération dans l'intérêt de la paix débouchera sur une coalition de la paix, tel que l'a suggéré le Président de la République d'Iran dans l'allocution qu'il a prononcée le 25 septembre devant l'Assemblée générale (cf. A/62/PV.5).

De notre point de vue, l'une de nos priorités premières devrait être d'échanger nos vues sur la voie collective à suivre pour contrer la démarche hostile de certaines puissances. Heureusement, la démarche de paix adoptée par de nombreux États et par l'opinion publique mondiale a permis d'avancer dans ce sens. Je pense qu'il nous est malgré tout possible de surmonter l'obstacle de l'unilatéralisme et de continuer de progresser sur le chemin de la paix en nous appuyant sur notre foi, notre détermination et notre patience et en nous rapprochant davantage les uns des autres.

En conclusion, je voudrais insister sur le fait qu'il est impératif de tirer parti des capacités de toutes les initiatives existantes afin d'encourager le dialogue entre les religions, les cultures et les civilisations. De nouveaux dispositifs doivent être élaborés et mis en place pour compléter tous ces programmes de travail et plans d'action. J'espère que nos efforts pour mener à bien cette mission historique seront couronnés de succès.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Abderrahim Ould Hadrami, chef de la délégation de la Mauritanie.

**M. Ould Hadrami** (Mauritanie) (*parle en arabe*) : Monsieur le Président, je tiens à exprimer, par votre intermédiaire, les remerciements de ma délégation aux Philippines et au Pakistan pour avoir été à l'origine de la convocation du présent Dialogue de haut niveau sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix.

Il est clair que le monde est devenu un village, petit mais en pleine expansion et de plus en plus interdépendant, et où s'entremêlent les intérêts scientifiques, culturels et autres. Cette situation a pour corollaire que la communauté internationale doit agir comme une famille unie, qu'elle doit coopérer de manière prudente et avisée et qu'elle doit mettre les concepts religieux, scientifiques et technologiques au service de l'humanité. Nous ne devrions, en aucun cas, accepter que cette situation soit à l'origine d'un choc des civilisations et des religions.

La République islamique de Mauritanie agit en stricte conformité avec sa foi musulmane et prône le dialogue et la compréhension entre l'humanité tout entière, afin d'empêcher les conflits et les différends, ainsi que l'a souligné le Président de la République, S. E. M. Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdellahi, dans son allocution à la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale, lorsqu'il a déclaré que :

« La promotion de l'esprit et des valeurs d'entente, d'échange et de complémentarité entre les civilisations et les nations, la consécration du droit, la propagation de la justice et de l'égalité sont, de notre point de vue, les voies les meilleures et les plus rapides pour instaurer la paix et la sécurité dans le monde et extirper, à la racine, la haine et l'affrontement entre les peuples. » (A/62/PV.6, p. 6)

L'Islam est une religion fondée sur la paix et l'amitié. Il est regrettable que certains la qualifient de terroriste ou la décrivent comme ayant des liens avec le terrorisme. Tous ceux qui comprennent cette religion et la culture qu'elle véhicule savent bien que, dans le monde islamique, la première parole de salutation est « que la paix soit avec vous », comportement qui dénote bien un mode de vie civilisé. L'Islam n'a jamais appelé à l'extrémisme ni au renoncement aux autres religions. C'est une foi qui prône l'harmonie, la fraternité, l'amitié et le respect des autres.

Les caricatures blasphématoires et les insultes à l'encontre du prophète Mahomet nous incitent à saisir l'occasion du présent dialogue pour montrer notre

respect des cultures et des croyances des autres peuples et de leur patrimoine sacré. Nous lançons un appel en faveur de l'adoption d'une législation qui interdirait ce genre d'insulte et de représentation et nous invitons instamment les États Membres à souscrire aux idées qui sous-tendent le Dialogue de haut niveau sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix et à les intégrer aux programmes scolaires et universitaires.

Le peuple mauritanien a foi en l'Islam, mais il n'en respecte pas moins toutes les autres religions et les autres croyances. Nous estimons que la coexistence entre les religions, les croyances et les cultures permettrait de promouvoir la paix et la sécurité internationales, ainsi que la coopération. Ambassadeurs de la fraternité et de la paix, les oulémas mauritaniens parcourent le monde pour encourager la coexistence pacifique entre les nations. Ils prennent part à de multiples conférences et rencontres sur le dialogue entre les cultures et entre les religions en Asie, en Europe, en Afrique et dans les Amériques, afin de promouvoir la paix, la compréhension et la coopération entre toutes les nations, toutes les religions et toutes les cultures.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Martin Belinga-Eboutou, chef de la délégation du Cameroun.

**M. Belinga-Eboutou** (Cameroun) : Par sa résolution 61/221 du 20 décembre 2006, l'Assemblée générale a décidé de tenir en 2007 un dialogue de haut niveau sur la coopération entre les religions et les cultures. Coauteur de cette résolution, le Cameroun se félicite du présent débat, qui vient à point nommé. Notre monde continue en effet de payer un lourd tribut à l'incompréhension et à l'absence de dialogue. En plus des déséquilibres économiques, les peuples souffrent des méfaits de l'intolérance, du refus de l'autre, qui sont à l'origine de toutes les violences et d'un monde de terreur.

L'intolérance et le refus de l'autre sont aussi à l'origine de tous les fanatismes et intégrismes religieux, ces dérives des religions monothéistes et autres, qui, pourtant, professent toutes l'amour du prochain, l'amour entre les hommes. Cette fraternité est parfaitement résumée par Khalil Gibran que je cite :

« Tu es mon frère et je t'aime. Je t'aime prosterné dans ta mosquée, agenouillé dans ton temple et en prière dans ton église. Toi et moi sommes les fils d'une seule et même religion, celle de l'Esprit. »

À vrai dire, l'idée d'un dialogue entre les religions et entre les cultures n'est pas nouvelle. Elle est inscrite dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies. Elle est inscrite dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle est inscrite dans l'acte fondateur de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). L'idée a cependant pris du regain au lendemain du 11 septembre 2001. Ce jour-là, le monde, frappé de stupeur, s'est trouvé brutalement reconduit à la question classique des philosophies de l'histoire, à savoir « Si vous en sommes arrivés là, de quoi notre avenir sera-t-il fait? Et que pouvons-nous espérer? »

Alors des journalistes, pressés par l'urgence du commentaire, ont tôt fait d'exhumer le livre du Professeur Samuel Huntington, « Le choc des civilisations ». Nous apprenons, dans ce livre, que l'humanité est entrée dans une ère de conflit de nouvelle nature. Les guerres ne seraient plus idéologiques mais civilisationnelles. Elles opposeraient des pays séparés non plus par leurs intérêts économiques ou politiques, mais par leur appartenance à des civilisations opposées. Des civilisations, des cultures, des religions différentes, nous dit-on, ne peuvent s'accorder sur des principes communs. Dès lors, elles sont vouées par nature à lutter pour la domination. C'est pourquoi les guerres de civilisations, les guerres de cultures sont inévitables. Elles peuvent éclater au sein d'un État et opposer des communautés qui appartiennent à des civilisations, des religions ou des cultures prétendument incompatibles. Elles peuvent aussi dresser l'un contre l'autre, des États qui se reconnaissent des identités civilisationnelles différentes.

Cette théorie, on le voit, véhicule la culture de l'ennemi qui est aussi une culture de la peur. De façon fort habile, le livre de Huntington transforme la question fondamentale « Que pouvons-nous espérer? » en celle-ci : « De qui devons-nous avoir peur? ». Une telle peur n'a d'autre but que de saper l'existence et le devenir des sociétés multiculturelles et multireligieuses. Il faudrait désormais se méfier de tous ceux qui, au sein d'une même société, n'appartiennent pas à une même civilisation, pour découvrir, à terme, qu'il est impossible de vivre avec eux.

Contre cette culture de la peur, contre la globalisation de l'ennemi, nous, peuples des Nations Unies, qui venons de proclamer 2000 Année internationale de la culture de la paix, et 2001 Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations, ne pouvons que nous dresser. Le

20 décembre 2002, par sa résolution 57/249, l'Assemblée générale proclama le 21 mai Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement. En 2005, fut lancée l'initiative d'une Alliance des civilisations. Ainsi, au choc des civilisations, la communauté internationale – les peuples des Nations Unies – répondaient : Alliance des civilisations.

Aujourd'hui, les peuples des Nations Unies tiennent ce débat qui nous ramène à l'essentiel, et cet essentiel le voici : les hommes doivent réapprendre à s'écouter les uns les autres, à s'accepter, à s'assumer dans leur diversité – bref, à s'enrichir de leurs différences mutuelles. Il en va de leur vie, il en va de leur survie.

Les peuples du monde ont un besoin énorme de renforcer leur capacité d'écoute mutuelle : besoin d'écoute entre sociétés culturellement, religieusement différentes, mais d'égale dignité; besoin d'écoute des riches à l'endroit des aspirations des pauvres à une vie plus juste, plus digne, et à une plus juste répartition des ressources de la planète; besoin d'écoute de notre propre histoire, pour que, instruits des horreurs du passé, nous puissions ensemble dire : plus jamais cela, et surtout, agir en conséquence.

Il y a là tout un programme – tout un programme pour nous conduire à nous approprier, pour les faire nôtres, les valeurs de paix, de tolérance et de dialogue. Des actions orientées sont nécessaires à cet effet. En matière d'éducation, il s'agit de promouvoir la connaissance et le respect de l'autre, et de former dans cet esprit les jeunes générations qui seront les responsables du monde de demain. Il nous faut, dans les familles, dans les temples, dans les mosquées et dans les synagogues, être des éducateurs de la paix, des droits de l'homme et de la liberté, une liberté respectueuse de chacun.

En matière d'information et de communication, il nous faut utiliser les médias et les nouvelles technologies pour véhiculer la compréhension et le dialogue entre les cultures et entre les religions, pour édifier une culture de la paix et de la solidarité entre les peuples, pour construire une société toujours plus fraternelle, pour l'avènement de la « Terre des hommes ».

Enfin, les méthodes et les outils des sciences humaines doivent contribuer à définir les actions orientées devant contribuer à la promotion d'échanges interreligieux et interculturels féconds. Ces actions

sont essentielles, elles sont fondamentales, elles sont vitales. C'est en effet dans la conscience individuelle que germe, pousse et s'épanouit l'idée d'une culture de paix fondée sur la compréhension entre les religions et les cultures. Graine fragile, c'est dans le cœur de l'homme de paix que cette valeur peut trouver le terreau favorable à sa germination; bourgeon menu, c'est dans le souffle de l'homme de paix qu'elle peut recueillir la fraîcheur utile à sa croissance; fleur délicate, c'est entre les mains de l'homme de paix qu'elle peut recevoir la chaleur nécessaire à son épanouissement. Une fois acquise au niveau de l'individu, la culture de paix s'étendra à l'intérieur des États et entre les États. Puissions-nous, comme le souhaitait ici même le Secrétaire général Ban Ki-moon, puissions-nous avoir la force de progresser vers une tolérance et une non-violence véritables à tous les niveaux, de l'individu à l'État.

Cette tolérance et cette non-violence, dont nous connaissons la valeur, sont pratiques quotidiennes vécues au Cameroun, nation pluriethnique, mais une; nation multiculturelle, mais une; nation multireligieuse, mais une.

De la mosaïque de peuples qui le composent, et de leur culture, de la mosaïque des religions qui y sont pratiquées, nous travaillons à sa consolidation. *E pluribus unum*. Oui, de la multitude, de notre immense diversité, nous forgeons, nous tirons notre unité. Le Cameroun, qui rejette tout fanatisme et tout confessionnalisme, représente la terre des syncrétismes – un message de coexistence, une promesse œcuménique de paix.

La vision que mon pays a du dialogue des civilisations est que dans le brûlant désert des passions religieuses, ethniques ou culturelles, tous les hommes et toutes les femmes se rassemblent autour d'un point, l'oasis de paix, pour qu'ensemble et en se parlant, ils construisent, pierre sur pierre, pierre par pierre, pierre après pierre, la margelle de ce puits d'où sourdront la compréhension et la concorde.

La paix se construit tous les jours – elle est l'œuvre de chaque instant, de tous les instants. Par un dialogue constant, en respectant et en assumant nos différences, nous devons tous veiller à ce qu'aucune tempête, celle des passions toujours à l'affût, ne viennent ensabler cet ouvrage si laborieusement édifié.

Nous avons un défi moral et politique à relever – celui de résister à toute culture de la peur, à toute globalisation de l'ennemi, celui de lutter contre toute

forme d'identification hâtive. Nous savons avec certitude que les civilisations et les cultures sont compatibles parce qu'elles ne sont pas monolithiques et homogènes, opposées les unes aux autres comme des blocs d'identité; parce que leur identité est faite de ce qu'elles se sont apportées les unes aux autres, de ce qu'elles ont échangé depuis toujours, fût-ce parfois dans la douleur.

Nous devons savoir que le devenir des civilisations, des cultures et des religions n'est pas dans leur repli respectif sur une identité figée. Leur devenir est dans la poursuite de ces échanges, du maintien de ce dialogue ininterrompu qui n'avère rien d'autre, peut-être, que l'unité de l'humanité : civilisations ouvertes, religions ouvertes, cultures ouvertes – nous sommes immortels.

La promotion d'une culture de paix est devenue la priorité absolue de l'ONU et du monde entier. La paix ne signifie plus l'absence de guerre, mais plutôt la promotion et le renforcement de la paix par le biais du dialogue et de la coopération, auxquels participeront une multitude d'agents à différents niveaux de la société. Rappelons-nous qu'en 1998, l'ONU a déclaré la période 2001-2010 Décennie internationale de la promotion d'une culture de paix et de non-violence au profit des enfants du monde et elle a adopté en 1999 sa Déclaration et son Programme d'action sur une culture de paix.

Le monde prend désormais conscience qu'il ne saurait y avoir de développement durable sans une paix durable. Le dialogue entre les religions et les cultures en est d'autant plus crucial. Il appartient donc à chacun d'entre nous de rendre le monde meilleur pour la prochaine génération une culture de paix, ce qui implique de servir tous les intérêts et tous les groupes au sein de chaque société ainsi que le monde dans son ensemble.

L'Éthiopie est un pays diversifié sur le plan ethnique, où plus de 80 nations et nationalités vivent dans la paix et l'harmonie sous l'égide et les solides garanties de la constitution fédérale qui garantit leur égalité absolue et le respect de leurs droits fondamentaux. C'est un pays où les deux plus grandes religions du monde, le christianisme et l'islam, vivent ensemble et s'acceptent mutuellement, fournissant ainsi un exemple unique, ou du moins rare, de coopération et de compréhension entre les religions.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Desalegn Alemu, chef de la délégation éthiopienne.

**M. Alemu** (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Permettez-moi, Monsieur le Président, de me joindre aux autres représentants pour vous féliciter de votre accession à la présidence de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Permettez-moi d'exprimer également notre gratitude au Secrétaire général pour avoir organisé ce Dialogue de haut niveau sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix au titre du point 49 de l'ordre du jour intitulé « Culture de paix ».

De fait, l'Éthiopie est connue pour avoir, au cours de son histoire, offert asile et protection aux musulmans du Moyen-Orient, alors qu'ils étaient persécutés et que l'on disait de notre pays qu'il faisait partie de la chrétienté. En effet, non seulement chrétiens et musulmans vivent dans la paix et l'harmonie en Éthiopie, en tant que groupes distincts, mais il n'est pas rare qu'ils se marient, cohabitent et dînent ensemble dans la majeure partie du pays. Les efforts nationaux qui sont actuellement déployés pour construire une nouvelle Éthiopie à laquelle chaque citoyen sera fier d'appartenir, en raison non seulement du respect qui sera témoigné à son identité, sa culture et sa langue spécifiques, mais aussi de la part qu'il recevra des richesses économiques et sociales du pays, ces efforts portent déjà leurs fruits.

Le développement économique et social rapide que connaît aujourd'hui mon pays est le résultat d'un régime constitutionnel et de tendances politiques qui encouragent et garantissent l'égalité entre tous, en particulier entre nations et nationalités, religions et convictions. Il est aussi parfaitement conforme au sacro-saint principe de la coexistence pacifique et de l'entente mutuelle avec les peuples de toutes les autres nations, proches et lointaines, que l'Éthiopie respecte et avec lesquels, pour sa part, elle s'efforce d'entretenir une coopération constructive, comme le prévoient sa Constitution fédérale et les politiques étrangère et de sécurité nationale en vigueur.

C'est dans le contexte de la promotion d'une culture de paix que le peuple et le Gouvernement éthiopiens ont décidé de célébrer le Millénaire éthiopien avec le monde entier. À ce propos, il faut rappeler que par la résolution 61/270, au titre du point de l'ordre du jour sur une culture de paix, l'Assemblée générale a reconnu l'année courant du 12 septembre

2007 au 11 septembre 2008 comme année de la célébration du Millénaire éthiopien, considéré comme une occasion véritablement africaine. Cet événement offre à nos yeux une chance unique de créer les conditions propices à ce que notre pays entame son Millénaire en se fixant pour objectif de progresser sur les plans socioéconomique et politique. Cette manifestation se propose également de contribuer à l'avancement de la paix et de la culture mondiales.

C'est dans le contexte de ce nouveau Millénaire éthiopien que le peuple et le Gouvernement de mon pays sont déterminés à faire tout leur possible pour que la nation réalise les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en coopération avec leurs homologues régionaux et internationaux, et pour reléguer la pauvreté dans le passé. Un événement, qui coïncidait avec la Journée mondiale de l'environnement, a marqué le lancement d'un projet national visant à donner une impulsion au nouveau Millénaire éthiopien : Deux arbres pour 2000. Dans le cadre de ce projet, chaque Éthiopien plante deux arbres d'espèces indigènes afin de restaurer les ressources forestières dégradées de la nation.

La célébration du Millénaire éthiopien se poursuivra pendant encore 15 mois, durant lesquels plusieurs projets seront mis en œuvre. Tous ont pour objectif de renouveler la détermination du peuple éthiopien à lutter contre la pauvreté et le sous-développement, de renforcer la culture de la démocratie et de la paix, et de donner une image positive du pays.

Les conflits, la violence et la guerre restent les principaux obstacles à l'émergence d'un monde pacifique et prospère. La poursuite d'une paix durable demeure indéniablement une tâche considérable qui appelle un engagement très fort et la pleine participation de tous. Elle est la priorité numéro un en même temps qu'un but indispensable pour offrir un monde pacifique à nos enfants et aux générations futures, et pour atteindre les divers objectifs de développement convenus. Nous avons la possibilité de rendre ce monde meilleur. C'est pourquoi ce forum – le Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix – organisé au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Culture de paix », revêt une importance cruciale pour nous tous.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne la parole au chef de la délégation d'observation du Conseil de l'Europe, M<sup>me</sup> Elena Molaroni.

**M<sup>me</sup> Molaroni** (Conseil de l'Europe) (*parle en anglais*) : Ma délégation, qui préside le groupe thématique chargé de préparer les échanges annuels du Conseil de l'Europe sur la dimension religieuse du dialogue interculturel, souhaiterait faire la déclaration suivante au nom du Conseil de l'Europe.

La promotion du dialogue interculturel est l'une des principales missions du Conseil de l'Europe, outre la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit. Notre organisation est donc fermement déterminée à appuyer les initiatives prises par l'ONU et ses organes subsidiaires et se félicite de la tenue du présent Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix.

Les sociétés de par le monde doivent relever les défis qu'engendre la croissance de la diversité culturelle, enracinée dans l'histoire et amplifiée par les effets de la mondialisation. En Europe, la promotion de la paix, de la cohésion sociale, de la démocratie et du respect des diversités culturelles sont les principaux objectifs de l'action politique depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce sont à présent des priorités partagées par l'ensemble des 47 États membres du Conseil de l'Europe.

L'Europe est guidée par une philosophie politique d'inclusion et de complémentarité, de protection pleine et entière des droits fondamentaux de chaque individu, de démocratie effective et de bonne gouvernance à tous les niveaux. Nous sommes déterminés à bâtir des sociétés cohésives, en assurant un accès équitable aux droits sociaux, en luttant contre l'exclusion et en protégeant les groupes sociaux vulnérables. Nous prenons des mesures résolues pour adapter nos sociétés à la diversité culturelle qui s'amplifie, en particulier aux niveaux social, éducatif, culturel et de la santé, car le dialogue interculturel n'a aucune chance si nous ne nous attaquons pas aux causes profondes de la discrimination et de la marginalisation.

Nous sommes déterminés à faire en sorte que notre diversité devienne une source d'enrichissement mutuel plutôt qu'une cause de conflit. Nous sommes convaincus que le dialogue interculturel et la compréhension, associés au pluralisme et à la tolérance, sont des outils essentiels pour relever le défi, des outils que les autorités publiques à tous les

niveaux, la société civile, les communautés religieuses, les médias, les entreprises privées et les individus doivent apprendre à manier correctement.

Comme le mahatma Gandhi l'a déclaré :

« Je ne veux pas que ma maison soit murée de toutes parts, ni mes fenêtres bouchées, mais qu'y circule librement la brise que m'apportent les cultures de tous les pays. Mais je refuse de me laisser emporter par l'une d'elles. »

Une approche aussi ferme de la diversité culturelle et du dialogue caractérise l'attitude et la politique des gouvernements de nos États membres. Ils sont également convaincus que nous ne parviendrons à concilier diversité culturelle et cohésion sociale que si nous créons la confiance sociale et fondons notre politique sur des valeurs communes, notamment les droits de l'homme et les libertés fondamentales, universellement reconnus.

Le solide consensus européen sur ces valeurs est illustré par l'accumulation d'instruments de plus en plus spécifiques dont dispose le Conseil de l'Europe dans ce domaine, y compris la Convention européenne des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme, ainsi qu'une longue liste d'autres conventions et recommandations européennes. Dans quelques semaines, le Conseil de l'Europe publiera un Livre blanc sur le dialogue interculturel, qui exposera en détail les bases conceptuelles et les perspectives de notre politique et que nous serons heureux de partager et d'examiner avec la communauté internationale.

Le riche patrimoine culturel de l'Europe se compose en partie d'un ensemble de conceptions religieuses, ainsi que laïques du but de la vie. L'islam, le judaïsme et toutes les autres religions représentées sur notre continent, ainsi que les diverses confessions chrétiennes sont des composantes importantes du passé, du présent et de l'avenir de l'Europe. Le Conseil de l'Europe considère que la liberté de pensée, de conscience et de religion constitue l'un des fondements de la société démocratique.

L'opinion publique considère souvent la diversité d'identités religieuses comme la véritable cause et l'élément déclencheur du conflit culturel qui secoue les sociétés modernes. Le Conseil de l'Europe ne partage pas ce point de vue. Cependant, les communautés religieuses elles-mêmes peuvent considérablement contribuer au dialogue interculturel et à la paix; elles partagent la responsabilité de promouvoir la

connaissance et la compréhension de l'autre. Le Conseil de l'Europe, comme d'autres autorités publiques, doit rester neutre dans les affaires culturelles et religieuses. Cependant, depuis notre réunion d'avril 2007 à Saint-Marin, nous encourageons les communautés religieuses à amorcer le dialogue et à promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et la prééminence du droit, et nous continuerons de le faire à l'avenir.

Le Conseil de l'Europe fait partie d'un groupe de plus en plus nombreux d'institutions internationales engagées dans le dialogue interculturel. Nous entretenons des contacts étroits avec l'Alliance des civilisations et le Haut Représentant du Secrétaire général pour l'Alliance. Nous sommes fiers du partenariat que nous avons établi avec l'UNESCO, avec laquelle nous avons convenu de créer la Plateforme ouverte de Faro, un cadre interinstitutionnel de coopération dans le domaine du dialogue interculturel. Avec plusieurs autres institutions, dont, par exemple, l'Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO), nous promovons conjointement des projets concrets dans les domaines de l'éducation, de la culture, du patrimoine et de la jeunesse. Nous sommes disposés à apporter une contribution importante à l'Année européenne du dialogue interculturel 2008, proclamée par l'Union européenne.

Nous espérons que ces possibilités de coopération nous permettront de faire avancer le débat mondial sur le dialogue interculturel et la compréhension et sur le rôle des communautés religieuses et autres communautés de conviction dans la défense de la paix, des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit. Nous sommes prêts à intensifier notre participation dans ce domaine et à intervenir davantage dans la pratique, et nous attendons avec impatience de collaborer avec bon nombre de ceux qui sont présents ici aujourd'hui.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Fiamma Arditì di Castelvetere Manzo, chef de la délégation de l'Observateur de l'Ordre militaire souverain de Malte.

**M<sup>me</sup> Arditì di Castelvetere Manzo** (Ordre militaire souverain de Malte) (*parle en anglais*) : L'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte est honoré de participer au présent Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix. L'Ordre tient à exprimer sa

reconnaissance aux délégations pakistanaise et philippine, qui ont assuré la promotion de cet événement très particulier.

La résolution 61/221 de l'Assemblée générale reconnaît que le respect de la diversité religieuse et culturelle contribue à la coopération internationale, favorise le dialogue entre les religions, les cultures et les civilisations et aide à créer un climat propice aux échanges entre les hommes.

Mes collègues savent comme moi que dans un monde où de plus en plus de personnes d'horizons religieux et culturels différents vivent ensemble, il est essentiel que les politiques sociales encouragent l'interaction religieuse et culturelle dans un environnement libre et respectueux. Aujourd'hui, une véritable coexistence entre les groupes sociaux n'est possible que si chacun partage des critères éthiques fondamentaux et est conscient que la paix commence d'abord en lui-même.

Notre monde souffre toujours de la guerre et des conflits armés et est sans cesse blessé par de grandes injustices. Le troisième débat thématique informel sur « Les civilisations et le défi de la paix : obstacles et possibilités », qui a été organisé dans cette enceinte au début du mois de mai 2007, a utilement permis à l'Ordre d'examiner, avec des experts, comment les différences religieuses aggravent souvent les conséquences des conflits et sont utilisées pour les justifier. Les échanges culturels et religieux ne pourront pas se poursuivre si nous ne respectons pas tout être humain, quel qu'il soit. Le droit à la vie, le droit à la sécurité et la dignité de l'être humain sont des valeurs éthiques fondamentales qui doivent être universellement reconnues.

C'est précisément cette conviction qui donne à l'Ordre de Malte la force confiante de préserver fermement et positivement son origine et ses valeurs chrétiennes, tout en s'ouvrant et en prodiguant des services à des personnes ayant d'autres identités religieuses, culturelles et ethniques. Comme le Grand Maître l'a souligné lorsqu'il s'est adressé au monde diplomatique en janvier dernier, les membres de l'Ordre vivent leur foi non comme un instrument d'évangélisation et de prosélytisme, mais comme un mode de vie au service d'autrui, des pauvres et des malades, dans un esprit authentique d'humanité, qui reconnaît la présence de Dieu dans la personne qui souffre, quelle que soit sa race, son origine ou sa religion.

Un dialogue prudent et sincère entre les cultures, les civilisations et les peuples ne peut se dérouler que dans un espace où les droits fondamentaux des hommes et des femmes sont respectés. Il est bon de rappeler, à la lumière des enseignements du Concile Vatican II, les deux raisons fondamentales pour lesquelles l'Église catholique, en proche collaboration avec d'autres églises chrétiennes, lutte pour la promotion des droits de l'homme, et plus particulièrement, pour la liberté de culte. Il s'agit de la dignité de l'être humain et de la nécessaire solidarité entre les hommes, fondée sur notre fraternité universelle.

Il est intéressant de constater que, depuis longtemps, la communauté internationale fait preuve d'un souci constant de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris le respect de la liberté de conscience et de culte, dans des documents aussi importants que la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'Acte final d'Helsinki de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Le fossé entre riches et pauvres est une cause importante de problèmes entre les religions et les cultures, à laquelle il faut s'attaquer. Sur ce point, les gouvernements et les groupes religieux doivent reconnaître que le développement, la paix et la sécurité, et les droits de l'homme sont liés entre eux. Les préoccupations internationales sont aussi celles des religions du monde entier. C'est dans cet esprit que l'Église catholique met l'accent sur l'éducation et s'accorde avec d'autres confessions pour promouvoir le développement intégral de l'homme et le développement de tout l'homme, pour reprendre la formule célèbre du Pape Paul VI dans son encyclique *Populorum Progressio*.

Nous savons tous que les échanges religieux et culturels resteront stériles s'ils ne se déroulent pas dans un environnement libre, respectueux et sensible et si nous n'avons pas conscience que la religion est un choix qui améliore notre qualité de vie, et non une arme contre nos frères. Nous constatons avec satisfaction que l'ONU se soucie depuis longtemps de l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou les convictions. Loin d'être l'opium du peuple, la religion authentique place les aspirations de l'homme dans leur vraie perspective et encourage le dialogue et le respect des valeurs éthiques fondamentales indispensables à la coexistence entre les peuples.

Pour atteindre les objectifs du dialogue, un renouvellement des attitudes et des changements sociaux de grande ampleur sont d'abord nécessaires. Pour cela, les organisations publiques et privées devront progressivement agir de façon à renforcer et à perfectionner les qualités humaines et à protéger les droits de l'homme. Elles doivent se mettre au service de la dignité et du bien-être des hommes, des femmes et des enfants, en protégeant leurs droits fondamentaux dans tous les systèmes politiques et sociaux, même si cela suppose un effort considérable.

C'est cette idée qui a incité l'Assemblée générale à souligner dans sa résolution 61/221 que tous les niveaux de la société, y compris le secteur privé et les médias, doivent se faire les agents du changement. Dans cette résolution, elle encourage la liberté, la justice, la démocratie, la solidarité, la coopération, le pluralisme, le respect de la diversité de cultures, de religions et de convictions, le dialogue et la compréhension, qui sont indispensables à la cohésion sociale et à la paix. De notre côté, nous devons tous être conscients qu'il n'y a pas de chemin vers la paix. C'est la paix qui est le chemin.

Pour aider les individus à mieux s'acquitter de leurs obligations envers eux-mêmes et envers les différents groupes auxquels ils appartiennent, il faut les instruire judicieusement pour les amener à un degré de culture supérieur en exploitant les immenses ressources disponibles aujourd'hui. C'est pourquoi l'Ordre de Malte se félicite des efforts déployés par l'UNESCO pour faciliter l'utilisation de l'information et des moyens de communication comme les radios locales, les journaux et l'Internet, dans les communautés et les écoles, afin de promouvoir une culture de paix et l'éducation pour la paix sur des sujets comme la non-violence, la compréhension et le respect mutuels. Car mieux nous comprenons la façon de penser de ceux qui pensent et agissent autrement que nous dans les sphères sociale, politique et religieuse, plus il nous sera facile de dialoguer avec eux.

Avant toute chose, nous devons entreprendre de former les jeunes de toute origine sociale si nous voulons qu'ils deviennent le type d'hommes et de femmes dont nous avons tant besoin aujourd'hui : des hommes et des femmes non seulement très cultivés, mais de cœur et d'esprit ouverts.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Schulz, Président de la

délégation observatrice de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

**M. Schulz** (Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) se félicite de votre initiative d'organiser ce dialogue de haut niveau. Nous avons pris une part active aux débats antérieurs sur les questions liées à la culture de paix, à la compréhension et au respect de la diversité. Pour nous, la nécessité d'un tel débat, et d'une action aux niveaux national et international, ne fait pas l'ombre d'un doute.

Les Principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui guident notre personnel et des millions de volontaires dans leur action partout dans le monde, énoncent clairement l'impartialité, la neutralité et le caractère humaniste de notre approche. Ils établissent aussi l'universalité de notre mouvement, dans tous les pays et toutes les communautés.

Les priorités découlent des besoins les plus fondamentaux de l'homme. La vulnérabilité est l'élément clé et nous n'acceptons pas que des définitions juridiques fassent obstacle à la satisfaction de ces besoins. La FICR et son réseau mondial de 186 Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ne font pas de distinctions selon la religion ou d'autres différences. Aux côtés de nos collègues du Comité international de la Croix-Rouge, nous nous employons énergiquement à diffuser les Principes fondamentaux de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Nous insistons notamment sur le fait qu'en vertu du principe d'impartialité, notre travail repose entièrement sur les besoins individuels et non sur la religion, le groupe ethnique, la classe sociale ou d'autres caractéristiques.

Nous sommes parfaitement conscients que, ces dernières années, les paroles, et dans certains cas les actions, inspirées par des convictions fondamentalistes se sont multipliées. La nature de notre travail humanitaire et nos motivations ont aussi été mal comprises par certaines communautés. Constatant avec inquiétude ces tendances dangereuses, la FICR a récemment accueilli une cellule de réflexion rassemblant des représentants des sociétés nationales de différentes parties du monde, du Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que plusieurs experts de haut niveau du dialogue entre religions.

La cellule a cherché à analyser les effets de l'évolution des manifestations de la religion dans les contextes social et politique et les conséquences pour des organisations humanitaires impartiales comme la nôtre. Elle a également étudié comment le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge peut, dans le contexte actuel, mieux atteindre le but qu'il s'est fixé d'atténuer les souffrances humaines et de veiller au respect de la diversité et de la non-discrimination.

Le temps de parole étant limité, permettez-moi de souligner seulement quatre points essentiels. Premièrement, les organisations ainsi que leurs programmes doivent être inclusifs et représentatifs de tous les membres de la communauté. Il est indispensable que toutes les organisations qui poursuivent des objectifs liés au dialogue entre les religions et les cultures accueillent en leur sein les différents groupes entre lesquels elles cherchent à faciliter le dialogue. Dans beaucoup de communautés, les activités bénévoles et en faveur des jeunes menées par la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge sont le cadre dans lequel des personnes de toute condition ou de religions ou de cultures différentes s'unissent pour prêter assistance et offrir des services aux personnes dans le besoin.

Le deuxième point essentiel est que l'action doit aller de pair avec le dialogue. Nous parlons beaucoup du dialogue, comme c'est le cas encore aujourd'hui à l'ONU. Le dialogue est certes important, mais notre expérience est bien plus axée sur l'action. Nous savons, par exemple, que pour être efficace, un programme de santé doit tenir compte des attitudes qui permettent à la communauté tout entière d'y participer et d'en bénéficier. Quand les attitudes à modifier dérivent de traditions religieuses, il est impératif de travailler en étroite collaboration avec les dirigeants locaux et les chefs religieux qui ont à cœur de remédier aux vulnérabilités sans faire de discrimination.

Nous savons également que le dialogue peut faciliter l'action. D'après notre expérience, la lutte contre le VIH, par exemple, doit dans certaines communautés s'accompagner d'un dialogue avec les institutions et les dirigeants religieux qui peut aider à communiquer avec l'ensemble de la communauté en danger.

Troisièmement, il faut mener une action de haut niveau avec les pouvoirs publics, y compris les autorités locales, qui, d'après nous, ont un rôle crucial à jouer. En œuvrant avec des partenaires locaux

résolus, y compris les Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les pouvoirs publics peuvent mieux faire participer les communautés locales et engager un processus qui réunisse les principaux acteurs capables d'accroître le respect mutuel. Le partenariat est essentiel. Nous savons que nous devons nouer des liens plus solides avec les dirigeants religieux. Nous savons aussi que nous devons dialoguer avec les personnalités locales influentes et les médias pour insister sur l'utilité de travailler ensemble en harmonie dans l'intérêt commun.

La quatrième et dernière remarque que je ferai est que les principes directeurs actuels sont bons. Il n'est pas besoin de nouvelles règles à nos yeux. Il existe déjà de nombreux instruments utiles pour guider l'action humanitaire sur ce plan. Nous reconnaissons néanmoins qu'une meilleure application des principes directeurs déjà acceptés serait utile en soi. En ce qui nous concerne, le Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les organisations non gouvernementales lors des opérations de secours en cas de catastrophe définit des normes importantes dans ce domaine. Nous sommes convaincus que c'est un instrument de valeur aussi pour les gouvernements.

Nous continuerons à suivre de près ce débat. Nous pensons que la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge et les principes fondamentaux sur lesquels ils s'appuient indiquent la voie à suivre aux autres organisations concernées, et nous souhaiterions collaborer avec l'Assemblée à cette fin. La trentième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui se tiendra à Genève du 26 au 29 novembre 2007, fournira bientôt l'occasion d'étudier les moyens de former des partenariats dans cette optique.

Nous notons avec satisfaction que le Secrétaire général a nommé dernièrement l'ancien Président portugais, M. Sampaio, Haut Représentant pour l'Alliance des civilisations. Nous sommes impatient de travailler en proche collaboration avec lui et tous ceux qui s'intéressent à ces questions, ainsi qu'avec le Rapporteur spécial pour le dialogue entre les religions nommé par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

L'Assemblée peut compter sur l'engagement continu de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à traiter ces questions cruciales ensemble.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je donne maintenant la parole à S. E. M. Yahya Mahmassani,

Président de la délégation observatrice de la Ligue des États arabes.

**M. Mahmassani** (Ligue des États arabes) (*parle en arabe*) : Pour promouvoir le dialogue entre les religions et les cultures en faveur de la paix et pour renforcer les principes de justice et de dignité parmi toutes les nations et tous les peuples dans un monde de dialogue, d'interaction et de compréhension entre tous les peuples où le progrès technologique s'accélère, il faut supprimer les obstacles entre les êtres humains et faire bon usage de la mondialisation afin de jeter des ponts entre les religions et les civilisations au profit des générations actuelles et futures. Les efforts que nous faisons aujourd'hui pour promouvoir la compréhension et la coopération entre toutes les religions et cultures exigent la participation de tous les gouvernements et de toutes les organisations régionales. De plus, le secteur privé et les institutions de la société civile doivent eux aussi jouer un rôle central dans la promotion du dialogue entre les religions et les cultures sur la base des initiatives prises lors de forums importants du système des Nations Unies, parmi lesquels l'Alliance des civilisations, qui vise à supprimer les clivages entre les cultures et les religions et à lutter contre la polarisation religieuse et culturelle à laquelle on assiste actuellement dans le monde. La Ligue des États arabes soutient cette initiative et place beaucoup d'espoirs dans la mise en œuvre du plan d'action de l'Alliance. Ce plan prévoit un certain nombre d'activités importantes qui contribueront à rapprocher les cultures.

Pour promouvoir le dialogue sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix, nous devons aussi reconnaître et renforcer la diversité culturelle aux niveaux national et international afin de garantir le droit des peuples et des sociétés à l'autodétermination et à la préservation de leur identité culturelle et religieuse au nom de la tolérance, du respect de la diversité, et du dialogue entre les cultures.

En outre, un partenariat véritable entre l'ONU et les organisations régionales suppose un dialogue entre les cultures et les civilisations du monde dans le cadre d'une stratégie d'ensemble qui attribue une place centrale aux cultures et aux religions afin de maintenir les contacts et le dialogue entre les peuples. Cela doit se faire sur la base du respect et de la compréhension mutuels, ainsi que de la promotion de la paix et de la sécurité internationales. En ces temps modernes, le dialogue avec autrui devient une nécessité plus

impérative encore. Il faut entretenir un dialogue dans un contexte international très complexe qui, plus que jamais, appelle un échange entre les nations pour établir de nouvelles relations internationales privilégiant les principes de paix et de respect mutuel, et le droit à la différence. Il faut aussi battre en brèche les doctrines de coercition et de domination.

Il est impossible à notre époque de ne pas considérer comme une priorité absolue le dialogue sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix, compte tenu des problèmes qui, dans le monde contemporain, mettent gravement en péril la paix, la sécurité et la stabilité internationales. Vu son importance, cette question doit continuer de figurer au nombre des préoccupations internationales et il faut y consacrer suffisamment de temps pour que chacun puisse donner son avis. Pour être véritable, utile et positif et pour avoir l'appui du monde entier, le dialogue doit reposer sur les principes d'égalité et d'acceptation des autres – et de tous leurs traits et caractéristiques culturels –, le respect de leurs valeurs, l'élimination des stéréotypes et le refus de la domination d'une culture sur une autre. L'Alliance des civilisations est en fait une alliance de toute l'humanité qui tend à construire un avenir meilleur pour tous, un avenir de compréhension entre les cultures et les religions, offrant à tous la possibilité de vivre dans la dignité, sans que la religion soit exploitée pour accentuer les clivages entre les religions et les cultures dans un but politique.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le cadre du Dialogue de haut niveau.

#### Déclaration du Président

**Le Président** (*parle en anglais*) : Pour commencer, j'aimerais féliciter tous les participants pour les échanges stimulants que nous avons eus ces deux derniers jours. Je tiens à remercier tout particulièrement d'avoir enrichi le débat les orateurs et les représentants de la société civile, des organisations non gouvernementales, des groupes confessionnels et du secteur privé. Nous devons maintenant aller de l'avant ensemble et nous employer à créer une nouvelle culture de relations internationales fondées sur les droits de l'homme et la sécurité, la coopération et le respect du droit international. Le Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix est un moyen important d'y parvenir.

Nous avons déjà fait un pas important dans cette direction en adoptant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (*résolution 61/295*). Ce faisant, nous avons reconnu la valeur intrinsèque de la diversité humaine. L'Assemblée générale devrait toujours s'inspirer de l'esprit de coopération et de respect mutuel qui a imprégné le Dialogue de haut niveau. Comme nous avons pu le voir pendant le débat, le dialogue sincère est un moyen extraordinaire de promouvoir l'ouverture. Au cours de cette session et au-delà, nous devons montrer que nous sommes sincèrement résolus à tolérer toutes les vues, à trouver des terrains d'entente et à éviter de recourir à des plates-formes comme celle-ci à des fins politiques.

La mondialisation nous a tous rapprochés et nous a rendus conscients de la diversité religieuse et culturelle. Elle a également mis en lumière les différences entre nous. Il s'ensuit que la différence apparaît maintenant comme « exotique » et que la religion a été exploitée à des fins politiques, ce qui a souvent engendré des violences. Comme l'a dit l'un des participants, « À moins que les religions ne fassent partie des solutions, elles continueront de faire partie du problème ».

Tous les orateurs ont reconnu, sans exception, que la compréhension entre les religions et les cultures constitue le fondement de notre bien-être social, de notre stabilité et de notre prospérité. La diversité fait partie intégrante de la civilisation humaine. Les programmes visant à instaurer l'uniformité sur la base d'une idéologie, religieuse ou autre, ont toujours échoué. Au cours de notre débat, nous avons entendu de nombreux exemples de communautés religieuses qui ont vécu en harmonie pendant des siècles.

De nombreux orateurs ont également remarqué que l'intolérance, le manque de respect et l'extrémisme gagnaient du terrain, et ont lié cette situation à des conflits internationaux non réglés et à l'injustice sociale et économique. À cet égard, un certain nombre de participants ont lancé un appel à la communauté internationale afin qu'elle redouble d'efforts pour trouver des solutions durables aux conflits au Moyen-Orient, au Darfour, en Iraq, et au Kosovo, en appelant l'attention sur le fait qu'une paix durable pouvait être obtenue en promouvant une meilleure compréhension entre les cultures et les religions.

De nombreux orateurs ont également appelé à la mise en œuvre complète et en temps utile des objectifs du Millénaire pour le développement, et au

renforcement des institutions de défense des droits de l'homme. Les extrémistes et les terroristes qui servent leurs intérêts politiques en détournant les textes religieux de leur sens ont été dénoncés par tous. Outre la violence, ces groupes et individus propagent l'ignorance et l'incompréhension. De même, plusieurs délégations ont également fait observer que l'amalgame entre l'identité ethnique et l'identité nationale ou la nationalité était un outil servant à étendre l'instabilité à des fins politiques.

Le rôle capital des médias de masse a également été reconnu comme un instrument essentiel de la promotion d'une meilleure compréhension entre les cultures et les religions. À cet égard, de nombreux orateurs ont noté qu'il était important de trouver un équilibre entre la liberté d'expression et la responsabilité de respecter les sensibilités culturelles et religieuses qui incombe aux médias.

Un certain nombre de délégations ont fait des propositions concrètes pour aborder ces problèmes ainsi que d'autres. Je n'ai pas le temps de passer maintenant en revue toutes ces recommandations. Elles sont toutefois consignées dans les déclarations écrites des orateurs, qui seront disponibles sur le site Internet de l'ONU.

Ce fut un honneur pour moi d'ouvrir les délibérations interactives de l'Assemblée générale qui ont permis de tenir un débat ouvert avec des représentants distingués de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, les universités, les fondations et le secteur privé. Je voudrais remercier et saluer une fois de plus tous ceux qui ont participé à ces délibérations, notamment pour avoir attiré notre attention sur les mesures concrètes visant à promouvoir la compréhension et la coopération entre les religions et les cultures. L'accent placé sur les programmes pour la jeunesse, les médias et l'éducation, ainsi que sur les partenariats novateurs avec l'ONU, a recoupé de nombreuses vues exprimées par les États Membres. On a souligné certaines recommandations tendant par exemple à adapter les programmes scolaires et à former les enseignants à insister sur les connaissances et la sensibilisation multiculturelles, ou tendant à accroître les possibilités de mettre en place des programmes d'échanges internationaux pour les étudiants. Promouvoir un dialogue respectueux et ouvert à tous, en particulier aux communautés minoritaires, est un autre message important, à l'approche du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

J'ai porté le plus vif intérêt aux différentes expériences concrètes des dialogues fructueux sur le terrain, auxquels ont participé les parties jouissant de la crédibilité et de la confiance des communautés. Certains dialogues ont été rendus possibles par une collaboration efficace avec le secteur privé. La collecte et la diffusion systématique de ces meilleures pratiques renforceront nos efforts et notre coordination. J'ai été encouragée par la participation importante des États Membres aux délibérations d'hier, et je me félicite de la volonté de l'Assemblée générale de poursuivre cet échange fructueux avec la société civile sur cette question et d'autres.

De toute évidence, il y a plus d'éléments qui nous unissent que d'éléments qui nous divisent. Comme l'a noté le chef de la délégation pakistanaise, le Saint Coran dit « La diversité ethnique n'a de sens qu'en termes d'identité ». Quels que soient la religion, le credo ou la culture, la famille humaine partage une aspiration à la paix, à la prospérité et au bonheur. Un dialogue ouvert et constant, le respect de la liberté d'expression et des croyances religieuses sont essentiels à notre effort de promotion d'une culture de paix.

La religion est, et doit être, une source d'inspiration pour parvenir à ces objectifs. Aucune religion ne saurait prétendre qu'elle détient la vérité. Nous devons tous reconnaître et respecter la pluralité de vues et de croyances. Ces valeurs sont consacrées dans la Charte fondatrice des Nations Unies, et si elles sont pleinement appliquées, elles créeront une nouvelle culture où les relations internationales se fondent sur la paix, la tolérance et le respect mutuel.

Même si l'ONU est un forum particulièrement approprié pour le dialogue, nous ne pouvons nous arrêter là. Si nous voulons promouvoir ce dialogue, nous devons repartir d'ici et diffuser ce message dans nos communautés et quartiers dans le monde entier. Nous devons tous être des exemples de tolérance et de compréhension mutuelle dans notre vie quotidienne.

Si nous voulons que le monde change, nous devons d'abord incarner le changement que nous souhaitons voir dans le monde.

L'Assemblée générale est donc parvenue au terme du Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix, et achève ainsi la phase actuelle de l'examen du point 49 de son ordre du jour.

*La séance est levée à 11 h 35.*